

BUREAU DU 28 NOVEMBRE 2014

Centre des Expositions à 10h30

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Le Bureau de Nantes Métropole, dûment convoqué le 21 novembre 2014 a délibéré sur les questions suivantes :

Présidents de séance :

- Mme Johanna ROLLAND, Présidente de Nantes Métropole (points 01 à 12)
- M. Fabrice ROUSSEL (points 13 à 33)

Secrétaire de séance : Mme Michèle GRESSUS

Point 02 (10h49 à 10h54)

Présents : 40

M. AFFILE Bertrand, M. ALIX Jean-Guy, M. ALLARD Gérard, M. AMAILLAND Rodolphe, M. BOLO Pascal, M. BUQUEN Eric, Mme CARDIN Céline, Mme CHEVALLEREAU Claudine, Mme CHIRON Pascale, Mme COPPEY Mahel, M. COUTURIER Christian, M. DAVID Serge, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. DUCLOS Dominique, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GILLAIZEAU Jacques, Mme GRESSUS Michèle, M. GUERRIAU Joël, M. HAY Pierre, Mme LE BERRE Dominique, Mme LE STER Michèle, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme MAISONNEUVE Monique, M. MORIVAL Benjamin, M. MOUNIER Serge, Mme NAEL Myriam, Mme NEDELEC Marie-Hélène, M. NICOLAS Gilles, M. PARPAILLON Joseph, Mme PERNOT Mireille, M. PRAS Pascal, Mme PREVOT Charlotte, M. RIOUX Philippe, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, Mme SOTTER Jeanne, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 5

Mme BESLIER Laure (pouvoir à M. LEMASSON Jean-Claude), M. BUREAU Jocelyn (pouvoir à M. AFFILE Bertrand), Mme DUPORT-FLEURIMONT Sandrine (pouvoir à Mme PERNOT Mireille), Mme LAERNOES Julie (pouvoir à Mme CHIRON Pascale), M. ROBERT Alain (pouvoir à M. BOLO Pascal)

Absents : 2

Mme DANIEL Karine, M. FOUGERAT Jean-Pierre

Points 03 à 11 (10h55 à 11h29)

Présents : 40, Absents et représentés : 6, Absent : 1

M. Jean-Pierre FOUGERAT donne pouvoir à M. Fabrice ROUSSEL

Point 12 (11h30 à 11h30)

Présents : 39, Absents et représentés : 7, Absent : 1

Départ de M. Joseph PARPAILLON donne pouvoir à Mme Monique MAISONNEUVE

Points 13 et 27 à 33 (11h31 à 11h40)

Présents : 37, Absents et représentés : 9, Absent : 1

Départ de M. Alain VEY donne pouvoir à M. Rodolphe AMAILLAND

Départ de Mme Johanna ROLLAND donne pouvoir à M. Pascal PRAS

Point 14 (11h41 à 11h41)

Présents : 36, Absents et représentés : 8, Absents : 3

Départ de Mme Pascale CHIRON annule le pouvoir de Mme Julie LAERNOES

Points 15 à 18 (11h42 à 12h00)

Présents : 33, Absents et représentés : 9, Absents : 5

Départ de M. Rodolphe AMAILLAND annule pouvoir donné par M. Alain VEY et donne pouvoir à Mme Michèle LE STER

Départ de M. Serge MOUNIER

Départ de M. Benjamin MORIVAL donne pouvoir à M. Philippe RIOUX

Points 19 à 29 (12h01 à 12h16)

Présents : 32, Absents et représentés : 9, Absents : 6

Départ de M. Jean-Guy ALIX

02 – LOGEMENT SOCIAL - CONVENTIONS DE FINANCEMENT AVEC NANTES HABITAT

EXPOSE

Par délibération en date du 6 avril 2012, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé le principe de gérer l'ensemble des crédits délégués des aides à la pierre pour le compte de l'Etat tant pour le parc locatif social que pour le parc privé.

La délégation amène ainsi la Présidente de Nantes Métropole à exercer au nom de l'Etat et de l'ANAH un certain nombre de responsabilités : agrément des opérations de logement social et signature des conventions APL qui en découlent, notification de l'attribution des aides financières aux bénéficiaires, possibilité de modulation des conditions d'octroi des aides de l'Etat dans les limites fixées par décret en Conseil d'Etat.

Nantes Métropole a par ailleurs adopté en juin 2004 ses propres modalités d'interventions financières en matière d'habitat, applicables à compter de la programmation 2004.

C'est dans ce cadre qu'il vous est proposé d'attribuer des aides aux opérations suivantes :

A - OPERATION DE CONSTRUCTION - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC NANTES HABITAT

Nantes - Construction « Trempolino »

Nantes Habitat envisage la construction de 52 logements sociaux dans le cadre de l'opération « Trempolino » située 51-53 Boulevard de l'Egalité sur la commune de Nantes.

Il est proposé d'accorder à cette opération l'agrément pour 37 PLUS et 15 PLA I au titre de la programmation 2014 et les montants de subventions suivants :

Au titre des crédits délégués de l'Etat, il est proposé d'accorder une subvention d'un montant global de 93 400 €, à savoir :

- une subvention de base de 700 € par logement PLUS,
- une subvention de base de 4 500 € par logement PLAI,

De plus, dans le cadre du partenariat mis en place entre l'Etat et l'Union des Entreprises et des Salariés pour le Logement (UESL) - Action Logement, pour soutenir la production de logements sociaux dans les zones tendues, une subvention spécifique dite de « surcharge foncière », au titre des aides déléguées de l'Etat, a été fixée à 700 € par logement familial et donne lieu à une subvention équivalente de la part de l'UESL-Action Logement.

Pour cette opération, la subvention de l'Etat dite de surcharge foncière est fixée à 36 400 €.

Le montant total de la participation de Nantes Métropole au titre des crédits délégués de l'Etat pour cette opération s'élève donc à la somme de 129 800 €.

Au titre de la politique de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention d'un montant de 357 000 € net de taxes, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée « Habitat et Logement social » opération 2014 n° 507 libellée « Construction logement social neuf hors ANRU » ;

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée « Habitat et Logement social » opération 2014 n° 2708 libellée « Aide à la pierre délégation de l'Etat ».

B - OPERATIONS DE REHABILITATION - CONVENTIONS DE FINANCEMENT AVEC NANTES HABITAT

Nantes - Réhabilitation « Building Watteau »

Nantes Habitat envisage la restructuration de l'immeuble Watteau regroupant 246 logements, des locaux d'activités et l'agence locale de Nantes Habitat située rue Antoine Watteau à Nantes. Ce bâtiment a été construit dans les années 1955/1958 et réhabilité en 1985.

Ce projet s'inscrit à une échelle plus vaste de réaménagement urbain, mené sous maîtrise d'ouvrage Nantes Métropole et Nantes Métropole Aménagement, à l'instar de la ZAC du Vallon des Dervallières.

Le programme des travaux consiste à restructurer lourdement les parties communes (halls, cages d'escaliers, ascenseurs), les logements et les bâtiments (clos-couvert) en modifiant la typologie des logements pour diversifier l'offre locative dans ce bâtiment avec la création de grands logements, en élargissant la gamme de logements et en améliorant la sécurité, l'accessibilité et le confort.

Les travaux porteront pour ce qui est des parties communes sur les points suivants :

- Réduction du nombre de halls et cages d'escaliers de 10 à 4
- Création de 2 ascenseurs par cage d'escalier et augmentation des capacités des ascenseurs
- Construction de nouveaux halls, nouvelles cages d'escaliers, nouveaux paliers (éclairage, embellissement...)
- Desserte de chaque niveau de plain-pied par ascenseur
- Remplacement de l'ensemble des colonnes montantes
- Création de nouvelles gaines techniques
- Création d'un système de désenfumage
- Mise en accessibilité de l'ensemble des logements
- Création de logements répondant à la réglementation accessibilité applicable aux bâtiments neufs

L'intervention sur les logements permettra la création de 20 T4 et 20 T5 en plus de 75 T2 et 94 T3 passant ainsi à 209 logements alors que l'immeuble était constitué essentiellement de T2 et T3.

Du fait de l'importance des travaux menés, les logements seront tous refaits à neuf. La création de 6 logements accessibles pour les personnes à mobilité réduite est prévue.

La requalification des bâtiments est l'occasion d'améliorer les performances énergétiques du bâtiment dans son ensemble.

Le coût total de l'opération de restructuration s'élève à 18 103 991 € soit 73 593 € par logement. Aussi Nantes Habitat a sollicité le financement de Nantes Métropole pour cette opération.

Au titre de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention pour la restructuration de 246 logements locatifs sociaux, d'un montant de 2 214 000 € net de taxes, soit 30% des travaux de requalification plafonné à 9 000 € par logement, auquel s'ajoute le montant d'une subvention exceptionnelle de 2 706 000 € pour la restructuration de l'ensemble du bâtiment, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée Habitat et Logement social opération 2014 n° 505 libellée Réhabilitation hors ANRU.

Nantes - Réhabilitation « Winnipeg »

Nantes Habitat envisage la réhabilitation de 72 logements sociaux regroupés dans 3 immeubles construits en 1972, située 2, 4 et 6 rue de Winnipeg à Nantes.

L'objectif est l'amélioration des logements avec la remise à niveau du confort et des normes de sécurité.

Le coût total de l'opération de réhabilitation s'élève à 2 951 889 € soit 40 998 € par logement. Aussi Nantes Habitat a sollicité le financement de Nantes Métropole pour cette opération.

Au titre de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention pour la réhabilitation de 72 logements locatifs sociaux, d'un montant de 648 000 € net de taxes, soit 30% des travaux de requalification plafonné à 9 000 € par logement, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée Habitat et Logement social opération 2014 n° 505 libellée Réhabilitation hors ANRU.

Nantes - Réhabilitation « Bois Hardy A et B »

Nantes Habitat envisage la réhabilitation de deux bâtiments comprenant 222 logements sociaux, opération « Bois Hardy A et B » située à Nantes Bellevue. Ces logements ont été construits en majorité dans les années 60 et réhabilités dans les années 80, avec une forte présence d'amiante.

Cette opération s'inscrit dans le projet d'ensemble de l'intervention sur le site des Bourderies consistant en un renouvellement progressif de l'ensemble de l'offre locative avec la reconstruction de petites unités d'habitat après démolition des logements les plus vétustes et la requalification/restructuration de l'offre existante.

Le programme des travaux pour cette opération a pour objectif d'améliorer les parties communes (halls, installations électriques, interphonie, isolation et sécurisation des caves et locaux communs..) et les logements avec la remise à niveau du confort et des normes de sécurité.

Le coût total de l'opération de réhabilitation s'élève à 11 492 238 € soit 51 767 € par logement. Aussi Nantes Habitat a sollicité le financement de Nantes Métropole pour cette opération.

Au titre de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention pour la réhabilitation de 222 logements locatifs sociaux, d'un montant de 1 998 000 € net de taxes, soit 30% des travaux de requalification plafonné à 9 000 € par logement, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée Habitat et Logement social opération 2014 n° 505 libellée Réhabilitation hors ANRU.

C - OPERATION DE DEMOLITION - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC NANTES HABITAT

Nantes - Démolition « Callot B1 »

Nantes Habitat envisage dans le cadre du projet ANRU, la démolition de 30 logements de l'immeuble B1 situés du 24 au 26 rue Jacques Callot à Nantes. Le bâtiment a été construit au cours des années 1958/1961 et comporte 92 logements répartis sur 7 niveaux dont 62 logements requalifiés. La démolition partielle de l'immeuble B1 est liée à la vétusté des logements et au mauvais état du bâtiment.

Le coût total de l'opération de démolition s'élève à 257 571 € soit 8 586 € par logement. Aussi Nantes Habitat a sollicité le financement de Nantes Métropole pour cette opération.

Au titre de Nantes Métropole, il est proposé d'accorder une subvention pour la démolition de 30 logements locatifs sociaux, d'un montant de 115 768 € net de taxes, conformément à la convention jointe à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP002 libellée Habitat et Logement social opération 2012 n° 508 libellée Reconstruction - Démolition hors GPV ;

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve les conventions de versement des subventions d'équipement par Nantes Métropole à Nantes Habitat pour les opérations suivantes :
 - « Trempolino » : un montant de 129 800 € concernant les crédits délégués d'Etat et pour un montant de 357 000 € concernant la politique de Nantes Métropole, et approuve les agréments de 37 logements en PLUS et 15 logements en PLA I au titre de la programmation 2014 ;
 - « Building Watteau » : un montant de 2 214 000 € net de taxes pour la réhabilitation de 246 logements locatifs sociaux et un montant exceptionnel de 2 706 000 € pour la restructuration de l'ensemble du bâtiment au titre de la politique de Nantes Métropole ;
 - « Winnipeg » : un montant de 648 000 € net de taxes pour la réhabilitation de 72 logements locatifs sociaux au titre de la politique de Nantes Métropole ;
 - « Bois Hardy A et B » : un montant de 1 998 000 € net de taxes pour la réhabilitation de 222 logements locatifs sociaux au titre de la politique de Nantes Métropole ;
 - « Callot B1 » : un montant de 115 768 € net de taxes pour la démolition de 30 logements locatifs sociaux au titre de la politique de Nantes Métropole ;
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à signer les conventions jointes à la présente délibération et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur exécution.

Direction territoriale d'aménagement Est Agglomération

03 - LES SORINIÈRES - ZAC DES VIGNES - PRISE EN CONSIDERATION DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR SUITE AUX ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES DE DECLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE - DECLARATION D'INTERET GENERAL DU PROJET - APPROBATION

EXPOSE

La commune des Sorinières a créé par délibération en date du 18 avril 2003, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Vignes. Cette opération d'aménagement à vocation d'habitat comprendra à terme près de 700 logements. A ce jour, 210 logements ont été livrés dans les tranches 1 et 3, la prochaine tranche opérationnelle, dite n°5, permettra la réalisation de 130 logements. Cette opération se poursuivra ensuite par les tranches 2 et 4 lorsque Nantes Métropole Aménagement, l'aménageur désigné, aura réalisé les acquisitions foncières, soit par acquisitions amiables, soit par voie d'expropriation en cas de besoin, conformément à ses missions.

Pour la poursuite de cette opération, le bureau communautaire du 31 mai 2013 a délibéré pour solliciter Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique, Préfet de Région des Pays de la Loire, d'une part pour désigner l'aménageur, Nantes Métropole Aménagement, comme bénéficiaire de l'arrêté de DUP et d'autre part, pour l'ouverture de l'enquête parcellaire.

Suite à l'arrêté préfectoral du 23 mai 2014, les enquêtes publiques conjointes se sont déroulées du mercredi 23 juin au jeudi 24 juillet inclus.

Le commissaire-enquêteur a communiqué les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse à Nantes Métropole lors d'une rencontre le 25 juillet 2014, conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Environnement. Nantes Métropole a adressé ses observations au commissaire-enquêteur par courrier en date du 5 août 2014.

Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique, Préfet de Région des Pays de la Loire a transmis les rapports et les conclusions du commissaire-enquêteur à Nantes Métropole par courrier en date du 18 septembre 2014.

Le commissaire-enquêteur émet un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet et à l'enquête parcellaire assorti cependant d'une réserve tendant à la modification du périmètre de la ZAC sur les parcelles AH 91, AL 189 et AL 188.

La modification d'un périmètre de ZAC ne relevant pas d'une enquête publique DUP ou parcellaire, il ne sera pas donné suite à la réserve du commissaire dans le cadre de la présente procédure, l'intérêt d'aménager ces parcelles incluses dans le périmètre de ZAC depuis 2003 relève de l'intérêt général et leur aménagement est confirmé dans un projet global.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sont consultables à la Direction Territoriale Est Agglomération.

Caractère d'intérêt général

Ce projet d'aménagement, inscrit dans les objectifs de programmation de logements de la commune, est traduit dans le Programme Local de l'Habitat et dans le Plan Local d'Urbanisme.

La ZAC des Vignes, par un programme diversifié dans sa typologie et dans les formes urbaines, permettra de répondre à des besoins de logements identifiés et améliorera les possibilités de parcours résidentiel au sein de la commune. La desserte par la ligne chronobus C4 renforce par ailleurs l'attractivité du secteur.

Cette opération d'aménagement nécessitera des viabilisations indispensables aux usages publics, notamment :

- la création de voies, de liaisons douces, de réseaux et d'ouvrages hydrauliques nécessaires au fonctionnement du projet,
- une coulée verte structurant la totalité de la ZAC, et mettant en relation le quartier avec la vallée de l'Ilette au nord.

Par ailleurs, la ZAC comprend dans son programme des équipements publics, une maison communale de quartier.

Ainsi, cette opération présente un caractère d'intérêt général.

Déclaration de projet

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, de l'étude d'impact du projet, de l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact en date du 20 décembre 2012, après avoir pris connaissance du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur relatifs à l'enquête publique préalable à la DUP, il vous est proposé de vous prononcer sur le caractère d'intérêt général de ce projet d'aménagement.

Cette déclaration d'intérêt général fait suite à l'enquête publique préalable à la DUP conformément aux articles L.126-1 du Code de l'Environnement et L.11-1-1-1 du Code de l'Expropriation.

Elle est nécessaire pour que Monsieur le Préfet de Région des Pays de la Loire, Préfet de Loire-Atlantique soit en mesure de prononcer, par arrêté, la Déclaration d'Utilité Publique de la ZAC des Vignes, aux Sorinières.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Prend en considération les rapports et les conclusions du commissaire-enquêteur relatifs aux enquêtes publiques conjointes pour la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour l'aménagement de la ZAC des Vignes, commune des Sorinières ;
2. Se prononce, par une déclaration de projet, en application des articles L.11-1-1-1 du Code de l'Expropriation et L.126-1 du Code de l'Environnement, sur l'intérêt général de ce projet qui a pour objet de réaliser une opération d'aménagement comprenant des logements, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat, des viabilisations et les espaces publics nécessaires,
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

04 – MANDAT MISE EN SÉCURITÉ DU RÉSEAU TRAMWAY (2012-2015) – SÉCURISATION DES CARREFOURS - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉE
– MANDAT DSP 2 MODIFIÉ « INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES RESEAU TCSP ET BUSWAY » - MODERNISATION ET RENOVATION DU POSTE COMMANDE ENERGIE PCE - AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHÉ

EXPOSE

1 . MANDAT MISE EN SÉCURITÉ DU RÉSEAU TRAMWAY (2012-2015) – LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

Le programme et l'enveloppe financière du mandat de mise en sécurité du réseau tramway (2012-2015) d'un montant de 3 597 408 € HT, soit 4 302 500 € TTC ont été approuvés par le Bureau Communautaire du 23 mars 2012.

Ce mandat comporte plusieurs opérations dont la « sécurisation des carrefours accidentogènes » (500 000 € HT).

Dans ce cadre, il convient aujourd'hui de lancer la consultation pour les marchés de travaux concernant l'opération « sécurisation des carrefours » et ce, suite à la réalisation des études menées par le Maître d'œuvre désigné par la CAO du 08 juillet 2014, EGIS Rail.

Pour la souplesse de réalisation au regard des contraintes de circulation automobile et tramway, il vous est proposé de traiter ces travaux, sous la forme d'un marché à bons de commande, avec des montants minimum et maximum fixés respectivement à 500 000 € HT soit 600 000 € TTC et 1 400 000 € HT soit 1 680 000 € TTC, pour une durée de 3 ans. La consultation sera lancée en procédure adaptée.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2014 sur l'AP27 libellée équipements et matériel exploitation TC, opération 2012-2858 libellée « Mise en sécurité tramway (2012-2015) ».

2. MANDAT DSP 2 MODIFIÉ « INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES RESEAU TCSP ET BUSWAY » - MODERNISATION ET RENOVATION DU POSTE COMMANDE ENERGIE PCE - AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHÉ

Dans le cadre du mandat DSP « infrastructures ferroviaires réseau TCSP et Busway » confié à la SEMITAN et dont l'enveloppe prévisionnelle globale a été approuvée à hauteur de 23 962 000 € TTC lors du conseil communautaire du 27 juin 2014, il s'agit aujourd'hui de procéder à l'attribution du marché relatif à la modernisation et à la rénovation du Poste de Commande Energie (PCE).

Ce mandat comporte plusieurs opérations dont la « rénovation du contrôle et commande énergie » (300 000 € HT).

Le système de supervision du PCE permet d'effectuer :

- Le contrôle / commande des équipements d'alimentation en énergie du tramway,
- Les contrôles des Distributeurs de Titres de Transport (DTT) situés sur les quais de chaque station (deux à quatre DTT selon la configuration de la station),
- Le contrôle du système de signalisation Ferroviaire via les alarmes transmises au travers les automates des sous-stations

Conformément aux dispositions des articles 146 et 144 du Code des Marchés Publics, ce marché a fait l'objet du lancement d'une procédure adaptée ouverte, en marché global.

La consultation a été publiée le 19 juin 2014 avec une date limite de réception des offres fixée au 28 août 2014.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres, en date du 09 octobre 2014, a donné un avis favorable à l'attribution du marché à l'entreprise INEO UTS pour un montant de 242 514,00 € HT, soit 291 016,80 € TTC.

Il vous est proposé d'autoriser la signature de ce marché, dans le cadre du mandat confié à la SEMITAN par Nantes Métropole.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP27 libellée équipements et matériels exploitation TC, sur l'opération 2011-3232 libellée « Infrastructures ferroviaires réseau TCSP et Busway ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement par la SEMITAN d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux concernant la sécurisation des carrefours ;
2. Autorise Monsieur le Directeur Général de la SEMITAN à signer le marché résultant de cette consultation ;
3. Autorise Monsieur le Directeur Général de la SEMITAN à signer le marché pour la modernisation et la rénovation du Poste de Commande Energie (PCE) attribué à la société INEO UTS pour un montant de 242 514,00 € HT, soit 291 016,80 € TTC ;
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

05 - NANTES – OPERATION LIGNE CHRONOBUS C6 - ACQUISITION D'IMMEUBLES NON BATIS AUPRES DU CREDIT MUTUEL – CESSION AU CREDIT MUTUEL

EXPOSE

Par délibération en date du 14 octobre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé la modification du programme et de l'enveloppe financière pour l'opération d'aménagement de la ligne de transport collectif Chronobus C6.

Par délibération en date du 30 septembre 2011, le Bureau Communautaire a sollicité du Préfet de Loire-Atlantique l'ouverture des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire. Ces enquêtes, prescrites par arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2011, se sont déroulées du 30 janvier au 02 mars 2012.

L'opération d'aménagement de la ligne de transport collectif Chronobus C6 a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 14 juin 2012.

Parallèlement, le projet nécessitant la maîtrise foncière d'un certain nombre de parcelles sur le territoire de la commune de Nantes, des négociations amiables ont été engagées par Nantes Métropole avec les propriétaires concernés par les emprises.

Un accord est intervenu avec le Crédit Mutuel en date du 19 août 2014.

Le Crédit Mutuel, dans le cadre de cette opération, accepte de vendre à Nantes Métropole des parcelles, situées à Nantes, Rue du Port Boyer et Route de Saint Joseph, cadastrées section RS n^{os} 302 pour partie (327 m²), 313 (510 m²) et 311 (121 m²), d'une surface totale de 958 m², moyennant le prix de 33 777,50 € net vendeur.

Le Crédit Mutuel accepte également de vendre à Nantes Métropole une partie des parcelles à usage de voirie pour régulariser une situation de fait, et procéder à une rectification cadastrale afin de dissocier précisément les parcelles sur lesquelles sont implantées le Crédit Mutuel du domaine public communautaire, soit les parcelles situées Rue du Port Boyer et Route de Saint-Joseph,

cadastrées section RS n^{os} 302, 306, 307, 310, 314, 315 et 318 pour une surface totale de 3 880 m², pour un montant de 77 600,00 € net vendeur.

En contrepartie, Nantes Métropole décide de céder au Crédit Mutuel les parcelles situées route de Saint-Joseph, cadastrées section RS n^{os} 320 (172 m²) et 321 (8 m²), pour un montant de 3 600,00 € net vendeur.

Le prix total de l'acquisition des parcelles par Nantes Métropole sur ce secteur de Nantes s'élève donc à 111 377,50 € net vendeur.

Les frais afférents à l'acte seront supportés par Nantes Métropole.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n^o046 et libellé *Axes structurants bus, opération 2010 - N^o 3172, libellé Chronobus ligne C6.*

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'acquérir auprès du Crédit Mutuel les parcelles non bâties, situées sur la commune de Nantes, Rue du Port Boyer, Route de Saint-Joseph, les parcelles cadastrées RS n^{os} 302, 306, 307, 310, 311, 313, 314, 315 et 318, pour une superficie totale de 4 838 m², pour un montant de 111 377,50 € net vendeur, auquel s'ajoutent les frais de géomètre et notarié.
2. Décide de céder au Crédit Mutuel les parcelles non bâties, situées sur la commune de Nantes, route de Saint-Joseph, les parcelles cadastrées section RS n^{os} 320 et 321, pour une superficie de 180 m², pour un montant de 3 600,00 € net vendeur.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir, payer le prix et les frais afférents à l'acte.

Direction des services de déplacements

06 - ADAPTATION DES CIRCUITS DE TRANSPORTS SCOLAIRES ORGANISES PAR NANTES METROPOLE - ANNEE SCOLAIRE 2014/2015

EXPOSE

Nantes Métropole, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports, est organisatrice principale des transports scolaires sur les communes du périmètre des transports urbains (PTU).

Le transport des élèves est assuré, en premier lieu, par l'intermédiaire du réseau des lignes régulières définies par Nantes Métropole et, en complément, par des circuits spéciaux scolaires.

Depuis septembre 2002, tout circuit scolaire interne au PTU relève de la compétence de Nantes Métropole et est organisé par elle. Tout élève empruntant ces circuits scolaires est soumis à la tarification du réseau TAN.

L'exploitation de ces circuits peut être confiée par Nantes Métropole :

- soit à la SEMITAN pour la totalité des circuits internes au PTU,
- soit au Conseil Général lorsque cela est techniquement pertinent et évite de doubler les moyens.

Les communes disposant de circuits scolaires sont toutes devenues autorités organisatrices de second rang conformément à la convention d'autorité organisatrice de second rang.

A ce titre, elles réalisent un certain nombre de missions telles que l'inscription des élèves, la délivrance des cartes d'inscription aux circuits scolaires ou encore la formulation de propositions d'adaptation des services.

Par exception, pour les communes du pôle Sud-Ouest, la majeure partie de ces missions a été confiée au pôle de proximité.

De son côté, la SEMITAN est mandatée pour proposer les mesures d'adaptation et d'optimisation du service.

La Commission Transports Scolaires du 1^{er} juillet 2014, composée des maires ou de leur représentant, a permis d'acter la majeure partie des modifications de dessertes aujourd'hui soumises à délibération.

Par ailleurs, des adaptations mineures demandées par les communes, dans le courant de l'été ou rendues nécessaires par la prise en compte d'inscriptions plus tardives, ont également été ajoutées.

Les adaptations à apporter aux circuits scolaires, sur propositions des communes ou de la SEMITAN et après étude de la SEMITAN et de Nantes Métropole, sont synthétisées dans le tableau suivant :

Commune	Modifications
Basse Goulaine	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une desserte des écoles primaires publiques et privées le mercredi matin et midi, et modification des horaires des établissements secondaires afin de maintenir les enchaînements secondaires/primaires le mercredi midi, • Création d'une desserte à 18h00 le lundi, mardi, jeudi et vendredi et à 12h le mercredi au retour de la Herdrie.
Bouaye	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une desserte des écoles primaires publiques le mercredi matin et midi, et modification des horaires des établissements secondaires afin de maintenir les enchaînements secondaires/primaires le mercredi midi, • Création de dessertes distinctes le mercredi midi pour les collégiens et les lycéens vers Bouaye/Bouguenais/Brains/St Aignan, le lycée n'ayant pas modifié ses horaires : suppression de 2 cars au départ des collèges et mise en place de 4 cars au départ du lycée, • Rationalisation circuits 320 et 321 retour 18h du lycée.
Brains	<ul style="list-style-type: none"> • Reprise par Nantes Métropole, et assurés par la SEMITAN, des circuits des secondaires pour les collèges et lycée de Bouaye auparavant gérés par le Conseil Général : mise en place de 3 cars.
Bouguenais	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation du circuit 313 S au retour du collège La Neustrie à 16h, pour autoriser la descente à l'arrêt du lycée Pablo Neruda (comme retour de 17h et du mercredi midi).
Carquefou	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle numérotation des cars scolaires : déclinaison en 500 au lieu de 100, • Création d'une desserte des écoles primaires publiques le mercredi matin et midi, • Création de l'arrêt « Charmelière » sur le 502 E, • Ajout de l'arrêt « Haute Forêt » sur le 504 E, • Modifications et créations d'arrêts : <ul style="list-style-type: none"> ○ Distinction des arrêts à la Pintinière : arrêts « Pintinière » desservis

Carquefou (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ○ pour collèges et « Clos Pintinière » desservis pour primaires, ○ Arrêt « Rue de la Ménerais » déplacé au débouché du Chemin de la Longère et renommé « Ch. de la Longère », ○ Arrêt « Landreau haut » déplacé à La Gueffrais et devient « Gueffrais », ○ Création de l'arrêt « Prouzeau » sur la RD 29, ○ Modification dénomination : « Landreau Bas » devient « Landreau », arrêt « Pintinière Rocher » devient « Rue du rocher ». ● Restructuration des circuits 503 S, 504 S, 505 S pour rationalisation des dessertes : <ul style="list-style-type: none"> ○ 503 S dessert Montaubonnière, Gralan, Gouachère, Gueffrais, Landreau, Minais, Pintinière et Bois St Lys, ○ 504 S dessert La Salle, Chemin Nantais, Prouzeau, Jaunaie, Favrière (aller et retour) ; « Charbonneau TAN », « Mairie Carquefou TAN » (le matin) et « Florigny » (le soir), ○ 505 S prolongé après « Vieille Ville » à « Billiou Aubette » : suppression de l'arrêt « Belle Etoile », reporté à « Billiou Aubette ». ● Modification des horaires du collège Ste Anne le mercredi midi.
--------------------------	--

Couëron	<ul style="list-style-type: none"> ● Départ du 406 S avancé à Gergauderie, ● Desserte de la ZAC de la Métairie pour les primaires de P. Bert et J. Macé par le 406 E, ● Suppression de la desserte de l'école A. Briand par le 406 E, ● Desserte du lieu dit « Le Chemin » : création de l'arrêt « Le Chemin » sur les circuits 404 S et 402 M,
----------------	---

La Chapelle-sur-Erdre	<ul style="list-style-type: none"> ● Arrêt « Gendarmerie Orée du Bois » renommé « Foulquier TAN » (mutualisation avec arrêt de la ligne 86).
------------------------------	---

Les Sorinières	<ul style="list-style-type: none"> ● Création d'une desserte des écoles primaires publiques le mercredi matin et midi : création des 3 circuits primaires et modification de l'ordre de desserte des écoles le soir le lundi, mardi, jeudi et vendredi, ● Prolongement du circuit 220 S pour desservir les arrêts « Granges », « Villeneuve » et Viais LILA » vers le collège St Blaise de Vertou, ● Ajout de l'arrêt « Barrière Noire » sur le trajet du 303 E, ● Afin de maintenir des enchaînements secondaires / primaires sur Vertou, incidences sur les circuits scolaires des Sorinières pour les collèges de Vertou : <ul style="list-style-type: none"> ○ horaires du matin avancés de 10 minutes environ, et départs du soir de Vertou retardés de 17h00 à 17h10, ○ retours du mercredi deviennent communs à St. Blaise et Jean Monnet, avec départs de Vertou avancés à 11h23, ○ nouvelles numérotations des cars : 220 devient 223, 221 devient 219, 223 devient 220 et 224 devient 221.
-----------------------	--

Mauves sur Loire	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle numérotation des cars scolaires : déclinaison en 500 au lieu de 100, • Nouvelles appellations d'arrêts cause mutualisation avec ligne bus 67 : "La Barre" devient "Chantermine" et "Belle Vue" devient "La Barre TAN, • Prolongement du circuit 531 S le matin pour desservir l'arrêt « Rouillée », • Détournement du circuit 531 E / 534 E entre "Lande des Epinettes" et "Fosse Garreau" pour desservir Davière Est, • Ajout de l'arrêt "Chantermine" (nouvelle appellation) sur les circuits des secondaires, • Circuit 531 E du matin : desserte de "Roualland" en fin de boucle (gain de 30' de trajet pour les enfants), et départ se fait de "Borderie", • Suppression du circuit 114 S au retour du collège Les Sables d'Or de 17h00 et redistribution de ses arrêts sur les circuits 531 S et 532 S, • Suppression du circuit pour Haluchère, • Retour mercredi de Toutes Aides et Colinière avancé de 20 min, • Permutation des arrêts « Mauves Eglise et Mauves Mairie » le matin entre les circuits 532 S et 534 S.
Nantes	<ul style="list-style-type: none"> • Circuits assurés par les cars N° 535 (L au V matin et Mer midi) et N° 536 (LMJV soir) : nouvelle numérotation des circuits en 535 E et 536 E.

Saint Aignan de Grand Lieu	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 3 circuits primaires le mercredi matin et de 2 circuits le mercredi midi, • Suppression de l'arrêt « Martin pêcheurs » sur le 323 E.
-----------------------------------	---

Saint Herblain	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression de la desserte de l'école privée St. Hermeland et expérimentation de desserte de la partie basse de l'Orvasserie : Modification des horaires du 408 E.
-----------------------	--

Saint Léger Les Vignes	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêts « Moulin Cassé », « Quatre Vents » et « Chausserie » desservis par les circuits 327, 328 et 329 S de la SEMITAN au lieu du Conseil Général.
-------------------------------	--

Sautron	<ul style="list-style-type: none"> • Création du circuit primaire 410 E le mercredi midi et modification des horaires (avancés de 10 minutes), • Le départ du soir de l'école de la Forêt est avancé de 5 minutes (17h01), du fait des nouveaux horaires du bus de renfort scolaire en provenance de l'Angevinière et en correspondance avec le car.
----------------	--

Saint Jean de Boiseau	<ul style="list-style-type: none"> • Le départ des cars des écoles publiques est avancé de 3 mn (1^{er} départ 16h35 au lieu de 16h38).
------------------------------	--

Sainte Luce sur Loire	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle numérotation des cars scolaires : déclinaison en 500 au lieu de 100, • Desserte de l'arrêt « Chassay » vers le collège Ste Anne de Carquefou par le prolongement du circuit 524 S, • Rétablissement d'un 6^{ème} circuit 514 E au retour des écoles les soirs de lundi,
------------------------------	--

	mardi, jeudi et vendredi. Maintien des 5 circuits pour le retour du mercredi midi.
--	--

Thouaré sur Loire	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle numérotation des cars scolaires : déclinaison en 500 au lieu de 100, • Modification des horaires des écoles publiques : passage des cars retardés de 5 minutes le matin, avancés de 5 minutes le soir et retardés de 10 minutes le mercredi midi, • Ajout de l'arrêt « Cartier TAN » sur les circuits 518 S et 524 S pour le collège Ste Anne, • Suppression du car 114 au départ de 17h du collège Les Sables d'Or et redistribution de ses arrêts sur les circuits 520 S et 521 S, • Suppression du car 518 à la sortie de 16h30 du collège Les Sables d'Or, • Inversion des branches Malnoue/Belem et Parc des Sports/La Barre des circuits écoles primaires 520 E et 521 E.
--------------------------	---

Vertou	<ul style="list-style-type: none"> • Création de circuits primaires le mercredi matin et midi, • Horaires des circuits primaires avancés de 10 min, • Enchaînements secondaires/primaires : <ul style="list-style-type: none"> ○ Horaires des circuits collèges avancés de 10 min le matin et départs du soir retardés de 17h à 17h10, ○ Les retours du mercredi deviennent communs à St Blaise et J. Monnet. • Desserte des écarts des Pégères / Reigniers par la création des circuits 223 E/233 E, • Desserte des Pégères vers le lycée Les Bourdonnières : création du circuit 210, • Retour du lycée de la Herdrie assuré par un seul car sur un circuit unique regroupant les 2 dessertes aller, • Rationalisation des circuits des écoles primaires par la suppression des circuits 218 E/228 et 220 E/230 E et redéploiement de leurs arrêts : <ul style="list-style-type: none"> ○ dessertes du 218/228 reportées sur 223/233 et 224/234 (sauf desserte des Viviers vers écoles des Morges supprimée et reportée route du Vignoble arrêt « Viviers TAN »), ○ dessertes du 220/230 reportées sur 216, 221/231 et 222/232, • Suppression de la liaison du matin (car 212) entre Les Lorrents et l'école des Reigniers, • Arrêt « Bretonnière TAN » desservi au retour par le 213 E, • Retour des collèges : inversion du sens de la boucle Cassardière/Billardière, • Nouvelle numérotation des cars, • « Barrière Noire RD115 » desservi pour collèges par 223 et retours collège Lucie Aubrac vers correspondances à Sèvre et Maine assurés par 216.
---------------	---

Le bilan kilométrique de l'ensemble des circuits scolaires pour l'année 2014/2015 représente 513 030 km/an soit + 36 015 km par rapport à 2013/2014. Ce bilan tient compte des différentes évolutions d'offre intervenues durant l'année scolaire 2013/2014.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve les modifications à apporter aux circuits de transports scolaires pour l'année scolaire 2014/2015, telles que décrites ci-dessus, pour un volume kilométrique annuel de 513 030 kilomètres en année pleine.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes dispositions et à accomplir toutes formalités pour l'exécution de la présente délibération.

07 – SAUTRON - CHEMIN DU DIABLE PCDD SÉQUENCE 2 – AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

EXPOSE

La démarche de réalisation de plans communaux de déplacements doux a débuté en septembre 2010 à l'échelle des 24 communes de l'agglomération.

Cette démarche, basée sur les déplacements utilitaires et quotidiens des cyclistes et piétons, avait pour objectif de traduire à l'échelle des quartiers et des communes les objectifs du PDU et du Plan Vélo :

- Les enjeux du PDU :
 - préserver l'environnement et le cadre de vie
 - proposer une offre de déplacement attractive et adaptée aux différents usagers et territoires
 - organiser la ville des courtes distances
 - accompagner l'évolution des modes de vie et inciter à des pratiques de mobilité durable
- Les principes du plan vélo :
 - réaliser des aménagements cyclables sécurisés et confortables sur les voiries principales
 - définir des conditions d'apaisement et de cohabitation des circulations dans les voies apaisées situées à l'intérieur des mailles des voiries principales (zone 30, zone de rencontre, ZTL, aire piétonne)
 - généraliser les doubles sens cyclables, les sas vélos, les « cédez le passage cycliste » au feu rouge
 - implanter des équipements de stationnement des vélos (abris vélos et appuis vélos)

Si à court terme des aménagements significatifs liés aux modes actifs ont été ou vont être réalisés, les plans communaux de déplacements doux devront servir de document de référence dans le développement des projets liés à la politique des déplacements actifs dans les années à venir.

Le chemin du Diable est un axe de déplacement doux inscrit au Plan Communal de Déplacements Doux de la commune de Sautron. Ce chemin mesure 800 mètres de long pour une largeur d'environ 3,80 mètres. Cette liaison très empruntée par les habitants relie la rue de Nantes, à proximité d'un arrêt de la ligne 90, aux lotissements situés au sud de la commune. Le quartier autour du chemin du Diable s'urbanise conformément aux objectifs définis dans l'orientation d'aménagement des Norgands.

Pourtant, ce chemin se dégrade en raison d'une structure inadaptée, d'un écoulement des eaux pluviales non maîtrisé et d'un éclairage insuffisant.

Aussi, l'aménagement doit permettre la création d'une voie verte avec un revêtement tel qu'elle sera utilisable à toutes saisons.

Les travaux consistent à réaliser la 2nde séquence du Chemin du Diable, en renforçant les berges par des enrochements et en réalisant un revêtement stabilisé renforcé. L'éclairage sera également rénové dans son ensemble.

Cette délibération porte sur la seconde tranche d'aménagement comprenant la section située entre le chemin qui mène à la rue des Puisatiers et la rue des Tisserands. Le chemin d'accès depuis la rue du Moulin vers le Chemin du Diable est également intégré dans l'emprise des travaux pour permettre d'accéder au futur chantier sans dégrader les aménagements déjà réalisés.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 228 325,33 € HT soit 273 990,40 € TTC (valeur mars 2015).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 213 333 € HT soit 256 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°025 et libellée Déplacement Doux, opération 2013 - N° 3382, libellée Plans Communaux de déplacements doux

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération Chemin du Diable Séquence 2 sur la commune de Sautron,
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 228 325,33 € HT soit 273 990,40 € TTC,
3. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

08 - BOUGUENAI - RESERVE FONCIERE HABITAT SOCIAL - 900 CHEMIN DU COUVENT - CESSION D'IMMEUBLES NON BATIS A LA SAMO ET AU GROUPE GIBOIRE

EXPOSE

Nantes Métropole est propriétaire d'un immeuble non bâti cadastré BS n°360, d'une superficie de 3 752 m² situé sur la commune de BOUGUENAI, 900 chemin du Couvent, bien acquis par Nantes Métropole au titre de sa politique foncière.

La SAMO et le Groupe GIBOIRE ont proposé d'acquérir cet immeuble.

Une première partie de cet immeuble est cédée à la SAMO, pour une emprise de 1 488 m² en vue de la construction de 26 logements sociaux, comprenant 14 T2, 4 T3 et 8 T4 (19 PLUS et 7 PLA I), soit une surface de plancher de 1 685 m².

Un accord est intervenu avec la SAMO pour la cession d'une partie de ce bien, moyennant le prix de 286 450 € HT (soit 308 047,04 € TVA sur marge inclus), conformément à l'avis de France Domaine.

Les modalités de cette cession font l'objet d'une convention qui précise les obligations à la charge de la SAMO, à savoir le respect du programme précédemment défini et l'obligation de conserver ces logements sous statut de logement social et de les louer pendant 35 ans minimum à compter de leur livraison.

Une deuxième partie de cet immeuble est cédée au groupe GIBOIRE, pour une emprise de 1 900 m² en vue de la construction de 26 logements en PSLA, 9 T2 et 17 T3, soit une surface de plancher de 1 529 m².

Un accord est intervenu avec le groupe GIBOIRE pour la cession d'une partie de ce bien, moyennant le prix de 275 220 € HT (soit 284 688,31 € TVA sur marge inclus), conformément à l'avis de France Domaine.

Cette vente avec le groupe GIBOIRE est assortie de deux conditions suspensives :

- atteinte d'un seuil de pré-commercialisation de 30% de l'opération (soit 8 logements, dont au moins 5 T3) avant la réitération par acte authentique ;
- la possibilité de commercialiser au maximum 6 appartements en « logements abordables classiques Nantes Métropole » (TVA 20%) en cas d'absence de commercialisation en PSLA (sous contrôle et après accord de Nantes Métropole).

Ces cessions au prix convenu avec les bailleurs participent au développement d'une offre d'habitat social de qualité.

Le surplus d'une superficie de 364 m² reste propriété de Nantes Métropole dans le cadre de la réalisation d'une piste cyclable.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide de céder à la SAMO une partie de l'immeuble non bâti situé sur la commune de BOUGUENNAIS, 900 Chemin du Couvent, cadastré BS n°360 pour partie, d'une superficie de 1 488 m² pour un montant de 286 450 € HT (soit 308 047,04 € TVA sur marge inclus), les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.
2. Décide de céder au groupe GIBOIRE une partie de l'immeuble non bâti situé sur la commune de BOUGUENNAIS, 900 chemin du Couvent, cadastré BS n°360 pour partie, d'une superficie de 1 900 m² pour un montant de 275 220 € HT (soit 284 688,31 € TVA sur marge inclus), les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur, sous les conditions suspensives suivantes :
 - atteinte d'un seuil de pré-commercialisation de 30% de l'opération (soit 8 logements, dont au moins 5 T3) avant la réitération par acte authentique ;
 - la possibilité de commercialiser au maximum 6 appartements en « logements abordables classiques Nantes Métropole » (TVA 20%) en cas d'absence de commercialisation en PSLA (sous contrôle et après accord de Nantes Métropole).
3. Approuve la convention entre la SAMO et Nantes Métropole précisant les modalités de réalisation de l'opération de logements sociaux.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les actes à intervenir et la convention avec la SAMO.

Direction Action Foncière

09 - NANTES – RESERVE FONCIERE - ILE DE NANTES - APPORT EN NATURE A LA SAMOA

EXPOSE

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de requalification urbaine de l'Île de Nantes, la réalisation de projets immobiliers nécessite des ajustements fonciers adaptés à la configuration des espaces publics redessinés. Quatre emprises doivent faire l'objet de cession par apport en nature au bénéfice de la SAMOA, dans le cadre de la Convention Publique d'Aménagement approuvée par le conseil communautaire du 10 octobre 2003.

La première emprise à céder est la parcelle cadastrée section DZ n°156 pour partie d'une superficie de 457 m², située à l'angle de la rue Paul Nizan et du boulevard Babin Chevaye à Nantes. Sa cession est nécessaire à la réalisation d'un ensemble immobilier confortant l'aspect urbain du bâti et l'animation des activités du quartier. Cette emprise est destinée à être rattachée aux parcelles

contigües, propriétés de la SAMOA, pour former une unité cohérente permettant de développer un projet de 950 m² de surface de plancher environ, et regroupera du logement destiné à la colocation, des maisons de ville, des ateliers, un logement d'artistes et un commerce.

Les services de France Domaine ont estimé sa valeur vénale à 134 100 €.

La deuxième emprise porte sur une partie du domaine public d'une superficie de 700 m² environ, située rue Lanoue Bras de Fer à Nantes. Sa cession est nécessaire à la construction d'un ensemble immobilier de 4 750 m² de plancher, comportant 2 380 m² de logements, 1 730 m² de bureaux et 640 m² de commerces. Il s'agit de favoriser la reconstitution d'un nouvel îlot à bâtir, formant la transition entre la place des Erables et le mail Front Populaire à Nantes.

Les services de France Domaine ont estimé sa valeur vénale à 210 000 €.

La troisième emprise à céder porte sur les parcelles cadastrées CV n° 58p et 30p, d'une superficie de 970 m² environ, situées à l'angle du boulevard René Viviani et du boulevard Maurice Bertin à Nantes. Leur cession est nécessaire pour réaliser un nouvel immeuble permettant l'extension de la clinique vétérinaire sur 800 m², conforter l'image urbaine en front de Loire, accueillir 60 nouveaux logements et 800 m² d'activités.

Les services de France Domaine ont estimé leur valeur vénale à 291 000 €.

La quatrième emprise à céder porte sur les parcelles cadastrées section DY n°120a, 177c et 177g, d'une superficie de 1 253 m², situées boulevard de la Prairie au Duc à Nantes. Leur cession est nécessaire à la construction d'un ensemble immobilier dénommé Ilot D, pour les parcelles DY n°120a et 177c et à la construction d'un ensemble immobilier dénommé Ilot C pour la parcelle DY n°177g.

Les services de France Domaine ont estimé leur valeur vénale à 375 900 €.

L'ensemble des parcelles à céder a fait l'objet d'une procédure de déclassement du domaine public.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide de céder par apport en nature à la SAMOA, les parcelles non bâties situées sur la commune de NANTES :
 - a. à l'angle de la rue Paul Nizan et du boulevard Babin Chevaye, cadastrée section DZ n°156 pour partie d'une superficie de 457 m², estimée à 134 100 € ;
 - b. rue Lanoue Bras de Fer, une partie du domaine public d'une superficie de 700 m² environ, estimées à 210 000 € ;
 - c. à l'angle du boulevard René Viviani et du boulevard Maurice Bertin, cadastrées CV n° 58p et 30p, d'une superficie de 970 m² environ, estimées à 291 000 € ;
 - d. Boulevard de la Prairie au Duc, cadastrées section DY n°120a, 177c et 177g, d'une superficie de 1 253 m², estimées à 375 900 €.
1. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

Direction de l'emploi et de l'innovation sociale

**10 – PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI – PROTOCOLE D'ACCORD 2015-2017
– APPROBATION**

EXPOSE

Le PLIE, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi est un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques en matière d'emploi et d'insertion, pour favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté de la métropole nantaise.

Le PLIE de Nantes est porté par la Maison de l'Emploi de la métropole nantaise.

En 2010, sous l'influence des instances européennes en quête d'une meilleure organisation des organismes intermédiaires, les organismes de gestion des deux PLIE locaux de Saint-Nazaire et de Nantes Métropole ont été regroupés au sein d'une unique structure dénommée l'OGIM (organisme de gestion inter-PLIE de la métropole Nantes Saint-Nazaire).

Le PLIE de Nantes Métropole accompagne chaque année en continu 2000 bénéficiaires en grande difficulté d'insertion, et construit un parcours vers l'emploi en mobilisant différents dispositifs (chantiers d'insertion, formation, période en entreprise, accompagnement social ou linguistique...) et en développant des partenariats avec le monde économique. Ces parcours sont rendus possibles grâce à la mobilisation annuelle d'environ 2 millions d'euros de Fonds Social Européen (FSE). Chaque année, environ 1000 personnes accèdent à l'emploi dont 400 à l'emploi durable, et 500 sont positionnées en formation. 80 % des bénéficiaires ont un niveau de qualification inférieur ou égal au CAP / BEP.

Sont ciblées par le PLIE les personnes ne bénéficiant pas d'un autre accompagnement renforcé de parcours. Le PLIE s'adresse ainsi à l'ensemble des personnes peu ou pas qualifiées sur la base des critères suivants, dans une démarche de réduction des inégalités d'accès à l'emploi :

- Demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à Pôle emploi ou ayant eu une longue période d'inactivité professionnelle ;
- Personnes relevant de l'Allocation Spécifique de Solidarité ;
- Jeunes sortis du système scolaire ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Public senior (âgé de 50 ans et plus)

Un nouveau Programme Opérationnel National FSE pour la période 2014 – 2020 a été adopté par l'Union Européenne. Ainsi, et compte tenu des champs de compétences des différentes institutions en matière d'emploi / insertion, un nouveau protocole doit être conclu entre l'Etat, le Conseil Général, la Maison de l'Emploi et Nantes Métropole afin de déterminer les modalités de fonctionnement du PLIE pour la période 2015-2017, correspondant à la première moitié de la nouvelle programmation européenne (l'année 2014, considérée comme une année de transition, a fait l'objet d'un avenant de prolongation d'un an au précédent protocole 2010-2013.)

Pour cette période, soit du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017, le PLIE se fixe les objectifs quantitatifs suivants :

- 3 000 personnes inscrites dans le dispositif (y compris certains publics engagés dans le PLIE précédent).
- 50 % de sorties positives.

Durant cette période, le PLIE articulera ses interventions avec le PLIE de la CARENE, l'Etat et le Conseil Général dans le cadre d'un cadre stratégique départemental, mais également avec la Région, Pôle Emploi, la Maison de l'Emploi, la Mission Locale et Cap emploi. Ses orientations seront définies en cohérence avec la politique de Nantes Métropole en matière d'emploi et de développement économique, ainsi qu'avec le contrat de ville 2015-2020.

Le financement des actions menées par le PLIE sur les trois exercices s'appuiera principalement sur la mobilisation du FSE, tandis que Nantes Métropole financera une partie des frais fixes de fonctionnement du PLIE et de l'OGIM.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,
M. BOLO, M. ROBERT ET M. ALIX NE PRENNENT PAS PART AU VOTE,**

1. Approuve les termes du protocole d'accord du PLIE de la Métropole Nantaise ci-joint à conclure avec l'Etat, le Conseil Général, le Conseil Régional et la Maison de l'Emploi, et qui définit les modalités de fonctionnement du PLIE sur la période 2015-2017

2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer le protocole d'accord.

Direction des projets d'équipements

10B – TRANSFERT DU MIN DE NANTES A REZE - CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT - APPROBATION

EXPOSE

Par délibération en date du 27 juin 2014, le conseil communautaire a approuvé le programme et l'enveloppe financière du transfert du MIN de Nantes à Rezé – Parc Océane Nord – ZAC de la Brosse. Il a également approuvé le lancement du concours de maîtrise d'œuvre correspondant.

Afin de mener à bien la réalisation de ce projet, il vous est proposé de confier un mandat de maîtrise d'ouvrage à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA) dans le cadre des dispositions de la loi du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrage publique (MOP) et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Les missions qui seront confiées au mandataire sont les suivantes :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront exécutés ;
- préparation du choix des entreprises, signature et gestion des marchés et de leurs avenants, après approbation du choix des entreprises par Nantes Métropole ;
- gestion du marché de maîtrise d'œuvre, des marchés d'ingénieries annexes, et des marchés des entreprises ;
- exécution financière des marchés et réception des travaux.

La rémunération du mandataire est fixée forfaitairement à 1 390 000 € HT, ce montant étant compris dans l'enveloppe financière globale de l'opération. Elle sera versée selon les modalités décrites dans la convention de mandat.

La conclusion de cette convention de mandat, qui est consultable à la Direction des Projets d'équipements, s'inscrit dans le périmètre de l'article 3 du code des marchés publics,

Les crédits correspondants sont prévus au budget principal sur l'AP 006, *opération* 2014-3474 e

LE BUREAU DELIBERE ET, PAR 33 VOIX POUR ET 13 ABSTENTIONS,

1. Approuve la passation d'une convention de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage relatif à l'opération de transfert du MIN à Rezé avec la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement pour un montant de rémunération de 1 390 000 € HT compris dans l'enveloppe financière de l'opération de 70 000 000 € HT, valeur mai 2014.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à signer la convention de mandat avec Loire Océan Métropole Aménagement.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

11 – NANTES - GRAND PROJET DE VILLE LE NOUVEAU MALAKOFF – AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DE MALAKOFF AVAL (2ÈME PHASE) – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT

EXPOSE

Dans le cadre du Grand Projet de Ville du Nouveau Malakoff, Nantes Métropole poursuit l'aménagement des espaces publics du quartier de Malakoff, au sein du secteur dit « Malakoff aval », à Nantes.

Les espaces publics de Malakoff aval ont fait l'objet d'une première phase de travaux mise en œuvre entre mai 2012 et février 2014. Cette première phase a consisté à requalifier les abords de l'école Bergson, de la maison de quartier des Haubans, des tours 1 et 3 de Luxembourg, en créant notamment deux aires de jeux, un parking et une nouvelle voie (la rue de Madrid) reliant le boulevard de Berlin au boulevard de Sarrebruck afin d'améliorer l'organisation et la desserte du quartier.

Le programme de l'opération portant sur l'aménagement des espaces publics de la deuxième phase du secteur dit « Malakoff aval » et l'enveloppe financière correspondante ont été approuvés par délibération du bureau communautaire en date du 26 septembre 2014 pour un montant de 2 383 796,60 € HT soit 2 860 556 € TTC (valeur mars 2014).

Cette opération, qui couvre une emprise de 14 500 m², a pour objet d'optimiser l'aire de stationnement sur l'ancienne emprise du boulevard de l'Europe en portant sa capacité à 270 places, d'améliorer la desserte nord du linéaire de Tchécoslovaquie, d'accompagner les résidentialisations au pied de ce linéaire et de la tour de Madrid, de créer un jardin et enfin de constituer un îlot constructible à vocation tertiaire à l'angle du boulevard de Sarrebruck et de la rue de Madrid.

Afin de mettre en œuvre cette opération d'aménagement, il convient de lancer une consultation décomposée en quatre lots distincts. Le montant des travaux est estimé à 1 902 163 € HT soit 2 282 596 € TTC (valeur mars 2014) pour l'ensemble des lots.

Conformément aux articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offre ouvert pour la réalisation des travaux.

Les crédits correspondants sont inscrits à l'AP 034 Espaces Publics GPV – Opération 2014 – 673 « GPV Aménagement de l'Espace public - Malakoff aval 2^{ème} phase ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert en vue de la réalisation de l'opération portant sur l'aménagement des espaces publics de Malakoff (2^{ème} phase du secteur dit Malakoff aval) à Nantes ;
2. Autorise Madame la Présidente ou le membre du bureau délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics, notamment à signer les marchés et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

12 – SAINT HERBLAIN – PRU SILLON DE BRETAGNE - AMÉNAGEMENTS DU PARVIS DES THEBAUDIÈRES ET DE L'AVENUE DES THEBAUDIÈRES (ENTRE L'AVENUE DE CHEVERNY ET L'AVENUE DES NAUDIÈRES) – ATTRIBUTION ET SIGNATURE DES MARCHÉS

EXPOSE

Le Bureau communautaire du 29 novembre 2013 a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération PRU Sillon de Bretagne - Aménagements du parvis des Thébaudières et de l'avenue des Thébaudières (entre l'avenue de Cheverny et l'avenue des Naudières) à Saint-Herblain pour un montant de 1 546 526,27 € HT soit 1 850 000 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, le groupement ARTELIA/FORMA6, a remis son projet comprenant 4 lots distincts.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation des marchés de travaux. Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée le 20 novembre 2014, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants :

Lots	Société	Montant marchés € HT	Montant marchés € TTC
Lot 1- Terrassement - voirie - assainissement	Groupement Colas/Charrier (variante)	629 936,50	755 923,80
Lot 2-Réseaux souples	Spie	232 349,55	278 819,46
Lot 3- Espaces verts	ID Verde	89 486,37	107 383,64
Lot 4 - Serrurerie et rénovation des murs en verre	Samarch	151 164,00	181 396,80

Il vous est proposé d'attribuer et d'autoriser la signature des marchés avec ces entreprises.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°35 et libellé Autres quartiers-Politiques de la Ville, opération 2012-3347, ANRU- Sillon de Bretagne – Parvis des Thébaudières à Saint Herblain et sur l'AP n° 36 et libellé Nouveaux Aménagements de voirie, opération 2012-3348 libellé PRU Sillon de Bretagne Hors ANRU- Avenue des Thébaudières à Saint Herblain.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'attribuer et d'autoriser la signature des marchés suivants relatifs à l'opération PRU Sillon de Bretagne - aménagements du parvis des Thébaudières et de l'avenue des Thébaudières (entre l'avenue de Cheverny et l'avenue des Naudières à Saint Herblain :

Lots	Société	Montant marchés € HT	Montant marchés € TTC
Lot 1- Terrassement - voirie - assainissement	Groupement Colas/Charrier (variante)	629 936,50	755 923,80
Lot 2-Réseaux souples	Spie	232 349,55	278 819,46
Lot 3- Espaces verts	ID Verde	89 486,37	107 383,64
Lot 4- Serrurerie et rénovation des murs en verre	Samarch	151 164,00	181 396,80

2. Autorise Madame la Présidente ou le membre du Bureau délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

13 – REZÉ - AMÉNAGEMENTS SUR LE SECTEUR CONFLUENT - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PRÉVISIONNELLE

EXPOSE

L'espace Confluent marque l'entrée de ville de Rezé tout en étant un lieu de transition de l'agglomération de Nantes (croisement de deux axes de déplacements importants : route de Pornic à l'Ouest et ex RN 137 vers le Sud). La confluence de la Sèvre et de la Loire constitue aussi un enjeu fort de composition urbaine.

Une opération immobilière d'importance est engagée sur ce site depuis l'été 2014. Elle prévoit la construction de 310 logements complétés d'une résidence sénior (80 places), d'une résidence étudiants liée à l'IRT (100 places) et enfin d'environ 1000m² de surfaces commerciales ou de services.

Les enjeux urbains et la conjonction des politiques publiques qu'elle porte motivent l'implication de Nantes Métropole dans l'accompagnement de cette opération. Les aménagements nécessaires à l'opération immobilière à réaliser sont les suivants :

- au sud-ouest, la construction de la rue Rosa Parks indispensable à la desserte de la voirie interne de l'opération immobilière et la reconfiguration de l'espace de la gare de Pont Rousseau en placette
- au sud-est, l'aménagement complet de l'espace compris entre l'avenue et les futures façades, prenant particulièrement en compte un objectif d'entrée de ville requalifiée et les modes actifs de déplacement.

L'enveloppe financière prévisionnelle globale de ce projet d'espace public est estimée à 1 250 000,00 €HT, soit 1 500 000 €TTC et se décompose comme suit :

- Travaux de voirie rue Rosa Parks et placette de la gare (900 000 €TTC),
- Travaux de voirie rue de la Libération (600 000 €TTC),

Pour la réalisation de ce projet, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du Conseil au Président.

Pour des raisons de cohérence, il est proposé que le marché de maîtrise d'œuvre porte sur l'ensemble du périmètre évoqué pour la définition générale des aménagements d'espace public. En phase de réalisation, Nantes Métropole engagera prioritairement les travaux sur la rue Rosa Parks, accompagnant ainsi la livraison des premiers logements et commerces au 2^{ème} trimestre 2016.

Les crédits correspondants à la voirie et aux réseaux souples sont prévus, pour partie, au budget, sur l'AP n°036, libellée «Nouveaux aménagements de voirie Pôle Loire, Sèvre et Vignoble », opération n°2014-3539, libellée«Rezé – Aménagement du secteur Confluent.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération d'aménagement de l'Espace Confluent sur la commune de Rezé.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 250 000 € HT soit 1 500 000 € TTC.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

14 – PRESTATIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE AYANT POUR ACTIVITE SUPPORT LE DESHERBAGE MANUEL - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Dans le cadre de l'agenda 21 adopté en 2006, Nantes Métropole s'est engagé à préserver la qualité de l'eau au travers d'un plan de réduction des consommations de pesticides.

De même, par délibération du conseil communautaire en date 9 mars 2007, Nantes Métropole s'est engagé à soutenir l'insertion par l'activité économique par une offre de mise en situation de travail pour dynamiser les parcours d'accès à l'emploi.

Les marchés passés par Nantes Métropole pour des prestations d'insertion professionnelle ayant pour activité support le désherbage manuel arriveront à échéance au cours du mois de mars 2015.

Pour assurer une continuité de ces prestations, il est proposé de lancer une nouvelle consultation.

La consultation comprend 5 lots distincts.

Les marchés, conclus à l'issue de cette consultation, prendront la forme de marchés à bons de commandes, d'une durée initiale d'une année, renouvelable trois fois par période d'un an.

Les montants annuels minimum et maximum sont les suivants :

Lots	Montant minimum € HT	Montant maximum € HT
1 - Communes de Nantes, Couëron, Saint-Herblain et Indre (interventions sur le territoire des pôles Loire Chézine, Nantes Loire et Nantes Ouest)	33 000	62 000
2 - Communes du Pellerin, St Jean de Boiseau, La Montagne, Bouguenais, Brains, Saint Léger les Vignes, Bouaye St Aignan de Grand Lieu (interventions sur le territoire du pôle Sud Ouest)	25 000	46 000
3 - Rezé, St Sébastien, Nantes, Basse-Goulaine, Vertou et les Sorinières (interventions sur le territoire du pôle Loire, Sèvre et Vignoble)	62 000	95 000
4 - Communes de Sautron, Orvault, La Chapelle sur Erdre et Nantes (interventions sur le territoire du pôle Erdre et Cens)	25 000	46 000
5 - Communes de Nantes, Carquefou, Ste Luce-sur-Loire, Thouaré-sur-Loire et Mauves-sur-Loire (interventions sur le territoire du pôle Erdre et Loire)	42 000	75 000

Les montants sont identiques pour les périodes de reconduction.

Conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces prestations d'insertion professionnelle.

Les crédits correspondants seront prévus au budget 2015 chapitre n°011, opération n°2842 et libellée « Désherbage ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour des prestations d'insertion professionnelle ayant pour activité support le désherbage manuel.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Immobilier

15 – MISE À DISPOSITION AU PROFIT DE NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS DES TOITURES PHOTOVOLTAÏQUES DE L'OPC DES SITES DE L'ETIER ET DE LA JANVRAIE - BAUX EMPHYTÉOTIQUES ADMINISTRATIFS (BEA) - APPROBATION

EXPOSE

Nantes Métropole œuvre depuis plusieurs années à la mise en place de mesures concrètes pour faire face au double défi du changement climatique et de la raréfaction des ressources fossiles.

En adoptant son Plan Climat, articulé avec un plan d'actions pour l'énergie, Nantes Métropole a choisi de mettre le développement de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables au cœur des politiques qu'elle conduit et ce notamment lors de la construction de nouveaux équipements.

Le projet de création de deux centrales photovoltaïques construites en toiture des deux nouveaux locaux de l'Opérateur Public de Collecte (OPC) de la Janvraie (Secteur Ouest de Nantes) et de l'Etier (Secteur Est de Nantes), dès la phase initiale de programmation, répond d'une part aux exigences de performance énergétique et d'autre part au développement des énergies renouvelables. L'intégration de ces centrales, dès la phase initiale, a permis d'optimiser l'implantation des panneaux et leurs orientations, de minorer les coûts et d'accroître l'efficacité vis-à-vis de l'énergie produite.

En ce sens, Nantes Métropole a retenu pour principe d'assurer le financement et la maîtrise d'ouvrage complète de ces locaux, y compris la partie photovoltaïque.

Toutefois, Nantes Métropole ne souhaitant pas exploiter elle-même les centrales photovoltaïques, il est envisagé :

- De procéder à un découpage de chacun de ces deux ensembles immobiliers afin d'identifier deux lots de volumes :
 - *Lot N°1 - le lot Centrale Photovoltaïque : Constitué de l'ensemble des éléments matériels qui sont nécessaires à l'exploitation de la Centrale Photovoltaïque.*
 - *Lot N°2 - l'ensemble de tous les autres espaces de ces deux ensembles immobiliers.*
- De confier à Nantes Métropole Gestion Equipements l'exploitation de chacune des deux Centrales Photovoltaïques dans le cadre de deux baux emphytéotiques administratifs.

Les principales caractéristiques de ces deux baux sont les suivantes :

- 1 - Toiture photovoltaïque de l'Opérateur Public de collecte du site de l'Etier.
 - Sis 255, rue de l'Etier à Nantes, une toiture photovoltaïque d'une surface d'environ 1 692 m² ;
 - Bail emphytéotique administratif débutant le 01/01/2015 pour s'achever le 31/12/2032 (Durée minimale de 18 ans pour un BEA).
 - Redevance d'occupation :
 - Versement d'un droit d'entrée au commencement du bail pour un montant de 110 000 € HT.

- Redevance annuelle égale à 1% du chiffre d'affaires généré par la centrale photovoltaïque (Redevance appelée si supérieure à 5 € HT/an).
- Taxe foncière de la centrale photovoltaïque : à la charge du preneur.

2 - Toiture photovoltaïque de l'Opérateur Public de collecte du site de la Janvraie.

- Sis boulevard Général Pierre Koenig à Nantes, une toiture photovoltaïque d'une surface d'environ 500 m² ;
- Bail emphytéotique administratif débutant le 01/01/2015 pour s'achever le 24/02/2034 (Date de fin du contrat de 20 ans de rachat par EDF de l'électricité produite).
- Redevance d'occupation :
 - Versement d'un droit d'entrée au commencement du bail pour un montant de 26 000 € HT.
 - Redevance annuelle égale à 1% du chiffre d'affaires généré par la centrale photovoltaïque (Redevance appelée si supérieure à 5 € HT/an).
- Taxe foncière de la centrale photovoltaïque : à la charge du preneur.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,
M. BUQUEN ET M. RIOUX NE PRENNENT PAS PART AU VOTE,**

1. Autorise à procéder aux découpages en lots de volumes des locaux des opérateurs publics de collecte des sites de l'Etier et de la Janvraie afin d'identifier précisément les éléments constitutifs des deux Centrales Photovoltaïques et des autres locaux de ces deux ensembles immobiliers.
2. Décide de conclure avec la société Nantes Métropole Gestion Equipements deux baux emphytéotiques administratifs relatifs aux toitures photovoltaïques :
 - Pour le site de l'Etier du 01/01/2015 au 31/12/2032.
 - Pour le site de la Janvraie du 01/01/2015 au 24/02/2034.
3. Décide que les recettes afférentes à ces deux centrales photovoltaïques sont composées pour Nantes Métropole :
 - D'un Droit d'Entrée :
 - Pour le site de l'Etier de 110 000 € HT.
 - Pour le site de la Janvraie de 26 000 € HT.
 - Redevance annuelle égale à 1 % du chiffre d'affaires généré par les centrales photovoltaïques (Redevance appelée si supérieure à 5 € HT/an).
4. Les taxes foncières de ces deux centrales photovoltaïques sont prises en charge par Nantes Métropole Gestion Equipements.
5. Autorise Madame la Présidente, ou Madame la Vice-Présidente déléguée à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer ces baux emphytéotiques administratifs.

16 – FOURNITURE D'HYDROXYDE DE SODIUM POUR LE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE DE L'USINE DE PRODUCTION DE LA ROCHE – SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE EXPOSE

L'usine de production d'eau potable de Nantes - La Roche, utilise de l'Hydroxyde de sodium pour le traitement de l'eau potable. Le marché existant arrive à échéance le 31 décembre 2014. Pour assurer la continuité de l'approvisionnement, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 160 et 161 relatifs aux entités adjudicatrices du Code des Marchés Publics pour la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaire. Ce dispositif conclu pour un an renouvelable trois fois par période d'un an permet d'organiser régulièrement une remise en concurrence entre ses titulaires.

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum mais dont le montant maximum défini sur toute sa durée, reconductions comprises, limitera strictement la dépense en dessous de 2,5 M€HT.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres du 13 novembre dernier a attribué le marché relatif à la fourniture d'Hydroxyde de sodium pour le traitement de l'eau potable aux deux seules sociétés candidates à savoir BRENNTAG et QUARON.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2015, chapitre 11 opération n° 3008 et libellé Exploitation de la production.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Autorise la signature de l'accord-cadre relatif à la fourniture d'Hydroxyde de sodium pour le traitement de l'eau potable de l'usine de production de la Roche, avec les sociétés BRENNTAG, et QUARON,
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics à l'entité adjudicatrice et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

17 - ADMISSION EN NON VALEUR DE CREANCES IRRECOUVRABLES ET CREANCES ETEINTES

EXPOSE

Au cours des exercices 2003 à 2014, Nantes Métropole a émis des créances relatives aux factures de consommations d'eau à l'encontre de particuliers ou d'entreprises pour un montant total de 217 716,52 euros, répartis sur les budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement.

Lors du recouvrement de ces factures, il apparaît que des sommes n'ont pu être recouvrées pour les motifs énoncés ci-dessous.

Créances irrécouvrables admises en non valeur

Il s'agit notamment de créances temporairement irrécouvrables pour les motifs suivants :

- certaines sommes sont minimales,
- situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers).

Monsieur le Receveur des Finances de Nantes Métropole, après avoir exercé toutes les poursuites et constaté que les sommes sont irrécouvrables, demande à Nantes Métropole de statuer sur les créances citées en annexe afin qu'elles soient admises en non-valeur.

Créances éteintes

Les créances éteintes sont des créances définitivement irrécouvrables et résultent d'une décision juridique qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment de créances irrécouvrables pour les motifs suivants :

- dans le cas de faillite ou règlement judiciaire pour les entreprises,
- dans le cas d'absence de revenus ou de biens saisissables pour les particuliers.

Monsieur le Receveur des Finances de Nantes Métropole, demande à Nantes Métropole de constater ces créances éteintes, précisées en annexe, afin qu'elles puissent être traitées comptablement.

Sur ces différentes créances, le total atteint la somme de 217 716,52 €. Pour la période de 2003 à 2014, elle se décompose ainsi :

- Part eau : 82 444,16 €
- Part pollution : 15 436,47 €
- Part modernisation des réseaux : 8 738,55 €
- Part assainissement : 111 097,34 €.

Les dépenses afférentes aux admissions en non valeur seront imputées à l'article 6541 et les créances éteintes à l'article 6542 des budgets annexes de fonctionnement de l'Eau et de l'Assainissement,

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'imputer à l'article 6541 les créances irrécouvrables admises en non valeur, présentées pour la période dans le tableau en annexe pour un montant total de 153 292,05 euros.
2. Décide d'imputer à l'article 6542 les créances éteintes, présentées pour la période dans le tableau en annexe pour un montant total de 64 424,47 euros.
3. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des finances

18 - ADMISSION EN NON-VALEUR DE TITRES DE RECETTES - REMISE GRACIEUSE - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET ANNEXE RESEAUX DE CHALEUR - BUDGET ANNEXE DECHETS

EXPOSE

Admissions en non valeur :

Au cours des exercices 2008 à 2014 la Communauté urbaine a émis des créances à l'encontre de particuliers ou d'entreprises pour un montant total de 12 785,53 € sur le Budget principal, 1 546,36 € sur le Budget Réseaux de Chaleur et 10 403,40 € sur le Budget Déchets.

Ces sommes n'ont pu être recouvrées suite à des liquidations judiciaires, à l'insolvabilité des débiteurs ou encore en raison de l'impossibilité de recouvrer de petits reliquats.

Le Receveur des Finances de Nantes Municipale demande à Nantes Métropole de statuer sur les créances, citées sur les états en annexe, afin qu'elles soient admises en non-valeur.

Remise gracieuse :

Par ailleurs, Nantes Métropole, en coordination avec la Région et le Département, a souhaité apporter en 2008 une aide financière (83 000 € sur une aide globale de 250 000 €) à la société Terra Economica dans la perspective d'un plan de développement de son activité de média dans le secteur du développement durable, impliquant la création potentielle de 23 emplois nouveaux sur 3 ans soit jusqu'en 2011.

Compte tenu du contexte économique, l'entreprise n'a pas été en mesure de réaliser la totalité des recrutements envisagés (16,36 Equivalents temps plein [ETP] au lieu des 23 attendus).

Compte tenu des montants déjà versés (74 700 € soit 90 %) dans le cadre de la convention, il est constaté un trop perçu de 47 173,91 €.

Après analyse de la situation de l'entreprise, les trois collectivités se sont concertées pour ne pas exiger un remboursement intégral du trop versé, qui fragiliserait cette société et mettrait en péril sa pérennité et se sont accordées sur le principe d'une remise gracieuse. Aussi, l'entreprise est débitrice de la somme de 15 661,74 €, dont il vous est proposé de demander un remboursement partiel à hauteur de 5 000 €, et de consentir à une remise gracieuse de 10 661,74 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses et recettes au budget principal ainsi qu'aux budgets annexes Réseaux de chaleur et Déchets de Nantes Métropole.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

- 1) Décide d'admettre en non-valeur les créances émises sur les exercices 2008 à 2014 citées dans le tableau en annexe pour un montant total de 12 785,53 € sur le budget principal.
- 2) Décide d'admettre en non-valeur les créances émises sur les exercices 2008 à 2014 citées dans le tableau en annexe pour un montant total de 1 546,36 € sur le budget Réseaux de Chaleur.
- 3) Décide d'admettre en non-valeur les créances émises sur les exercices 2008 à 2014 citées dans le tableau en annexe pour un montant total de 10 403,40 € sur le budget Déchets.
- 4) Décide de consentir à une remise gracieuse de 10 661,74 € au bénéfice de la société Terra Economica.
- 5) Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué, à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Etat des titres émis sur le budget principal

Exercice	Titre	Nom du redevable	Motif de la présentation	Montant
2008	T-20080050	ANDRE SERGE	Poursuites infructueuses	53.56
2008	T-20080042	BAZIN PASCAL	Poursuites infructueuses	30.00
2008	T-20080037	BULARD STEPHANE	Poursuites infructueuses	48.00
2008	T-20080060	CREANGE BERNARD	Poursuites infructueuses	86.90
2008	T-2364	LIVIS JACQUES	Décédé, pas de succession	1781.13
2008	T-1553	MARTELIER CHRISTOPHE	Poursuites infructueuses	55.00
2009	T-630012	LE MELINER RONAN	Poursuites infructueuses	644.64
2009	T-3432	THOMAS ERWANN	Poursuites infructueuses	192.57
2010	T-1438	LENTIN KETSIA	Poursuites infructueuses	97.00
2011	T-1371	ASTP ARTISAN SERVICE	Redressement judiciaire	2 155.90
2011	T-2747	ASTP ARTISAN SERVICE	Redressement judiciaire	146.77
2011	T-927	ATLANTIQUE LOCATIONS	Liquidation judiciaire	2 952.00
2011	T-2542	NOVEBOIS	Poursuites infructueuses	963.23
2012	T-2801	ASSO CONCERTATION HERBLINOIS	Association dissoute	600.00
2012	T-2722	DOGPA CAFE DE LA FEVRIE	Société dissoute	984.95
2012	T-1553	GIGALIS SM	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.46
2012	T-3517	HUBERT CHRISTIANE	Poursuites infructueuses	43.32
2012	T-3232	NOVEBOIS	Poursuites infructueuses	963.23
2012	T-3518	SEIL PASCAL	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	10.68
2013	T-2143	ASL COLOMBIER	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	7.00
2013	T-3796	DLE OUEST	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.01
2013	T-1175	GIGALIS SM	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.23
2013	T-2228	GIGALIS SM	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.23
2013	T-1082	METALLERIE LE THIEC	Liquidation judiciaire	804.88
2013	T-2483	NANTES HABITAT	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.01
2013	T-1320	ASA IMPASSE NOBILIERE	ASA dissoute	143.87
2013	T-1155	POUPARD SANDRINE	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	17.60
2013	T-1893	SAVARY MIREILLE	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.90
2014	T-1330	AU GRAND HOTEL DE NANTES	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.40
2014	T-1178	BEAUSOLEIL	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.60
2014	T-1394	BERTHOME LAETITIA	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.40
2014	T-1125	COMMUNE INDRE	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.06
				12 785.53

Etat des titres émis sur le budget annexe Réseaux de chaleur

Exercice	Titre	Nom du redevable	Motif de la présentation	Montant
2010	T-19	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	84.37
2012	T-50	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	159.38
2012	T-57	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	104.61
2013	T-1	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	101.28
2013	T-8	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	119.11
2013	T-18	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	197.27
2013	T-27	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	257.23
2013	T-38	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	189.20
2013	T-39	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	119.87
2013	T-1	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	102.67
2014	T-2	PRAS LAETITIA	Poursuites infructueuses	110.57
2012	T-26	NEVEU HERVE	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.67
2014	T-9	CARON DOMINIQUE	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuite	0.13
				1 546.36

Etat des titres émis sur le budget annexe Déchets

Exercice	Titre	Nom du redevable	Motif présentation	Montant
2009	T-228	ULUTAS YASIR	Poursuites infructueuses	501.43
2010	T-229	SOUALHI SALIR	Poursuites infructueuses	679.87
2012	R-77-39	COLLEGE DE GOULAINÉ	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuites	0.01
2013	R-1476-385	LE CHAROLAIS GRILL	Poursuites infructueuses	83.30
2013	T-126	QUINTIN TIMOTHEE	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuites	2.14
2013	T-142	ECR COORDINATION	Liquidation judiciaire	9 136.64
2014	T-600010	PAPETERIE NORSKE SKOG	Reste à recouvrer inférieur seuil poursuites	0.01
				10 403.40

19 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX TIERS

EXPOSE

Budget principal :

Désignation de l'organisme	Objet de la subvention demandée	N° AP-OP	Montant proposé
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECHERCHE ET INNOVATION			
Ilink association (Association)	Soutien complémentaire <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	30 000 €
Atlantic 2.0 (Association)	Soutien complémentaire <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	55 000 €
IRT Jules Verne (Fondation de coopération scientifique)	Soutien au 2 ^{ème} forum des IRT <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	20 400 €
Ecole Centrale de Nantes (Etablissement public d'enseignement supérieur)	Soutien à la manifestation « les Rencontres Jules Verne » <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	2 000 €
MSH Ange Guépin (GIP)	Soutien au colloque final RELMIN <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	3 500 €
INRA - Centre Angers Nantes (Etablissement public)	Soutien au colloque « l'origine développementale de la santé et des maladies » <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	3 000 €
Association de droit rural de Loire Atlantique (Association)	Soutien au colloque « les producteurs agricoles face au marché : organisation et contrat » <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	500 €
ATTRACTIVITE INTERNATIONALE			
FAL 44-ligue de l'enseignement (Association)	Soutien au projet « Agir en Europe, l'Europe agit »	Fonctionnement	1 600 €
Association Use-it (Association)	Soutien au projet « Use-it Nantes »	Fonctionnement	5 000 €

CCI Nantes Saint-Nazaire (Etablissement public)	Soutien au Forum européen de l'apprentissage	Fonctionnement	13 000 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			
CCO (Association) <i>Confer conventions jointes</i>	Soutien à la refonte du showroom	OP 2014-3237-AP 005	20 000 €
	Soutien au Forum RH 2014	Fonctionnement	3 000 €
Réseau Entreprendre Atlantique (Association)	Soutien à la Soirée des lauréats du Réseau Entreprendre Atlantique <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	2 000 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Loire Atlantique	Soutien au Salon des métiers d'art <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	6 000 €
L'Association les Communautés MS (Association)	Soutien au salon informatique REBUILD <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	800 €
GDG Nantes (Association)	Soutien au colloque DEVFEST <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	8 500 €
Jeune Chambre Economique Nantes Métropole Sud Loire (Association)	Soutien au Congrès national de la Jeune Chambre Economique Française <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	6 000 €
Comité d'Organisation du Championnat du Monde de Handball France 2017 (Association)	Soutien à l'organisation du Championnat du Monde de Handball Masculin 2017 à Nantes <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	94 445 €
EMPLOI DONT ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE			
BGE Atlantique Vendée (Association)	Soutien complémentaire au dispositif « OSEZ ENTREPRENDRE » <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	10 000 €
Cadr'action (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	6 000 €
Interfaces compétences (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €

Audencia (Association)	Soutien au dispositif BRIO	Fonctionnement	6 000 €
Saint Benoît Labre (Association)	Soutien aux chantiers d'insertion <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	16 000 €
Homme Debout (Association)	Aide exceptionnelle au déménagement <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	10 000 €
ATAO (Association)	Soutien complémentaire <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	75 000 €
TAMADI (Association)	Soutien au plan de communication	Fonctionnement	5 000 €
Association le Gué (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Association Les Cré'alters (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Collectif T'Cap (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Sacredieu (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Le Réseau du Retz'L (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Stations services (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Paq la Lune (Association)	Soutien au projet Art l'école	Fonctionnement	5 000 €
CRESS (Association)	Aide au fonctionnement général <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	12 500 €
Femmes en fil (Association)	Soutien à l'Atelier Textil Ethnik et Solidaire <i>Confer convention pluriannuelle</i>	Fonctionnement	20 000 €
Les Amis du Sphinx (Association)	Emplois d'avenir Année 1 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Stade Nantais Rugby (Association)	Emplois d'avenir Année 1 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Espérance Saint Yves (Association)	Emploi d'avenir Année 1	Fonctionnement	2 463 €

Crèche Mickey Minnie (Association)	Emploi d'avenir Année 1	Fonctionnement	2 463 €
Les Amis de Jordan (Association)	Emplois d'avenir Année 1 (6 postes)	Fonctionnement	14 778 €
Les Gens de la Lune (Association)	Emploi d'avenir Année 1	Fonctionnement	2 463 €
La Ressourcerie de l'île (Association)	Emplois d'avenir Année 1 (7 postes)	Fonctionnement	17 241 €
Ambitions Jeunesse (Association)	Emploi d'avenir Année 1	Fonctionnement	2 463 €
Handisup (Association)	Emplois d'avenir Année 1 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Rapi (Association)	Emploi d'avenir Année 1	Fonctionnement	2 463 €
C'West (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Femmes en Fil (Des) (Association)	Emplois d'avenir Année 2 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
La Mellinet Football (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Radio Prun' (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Apalos (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Corto Loisirs (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Get Up (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Profession Sport 44 (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Atelier du Retz Emploi (L') (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Fédération des Amicales Laïques FAL 44 (Association)	Emplois d'avenir Année 2 (3 postes)	Fonctionnement	6 615 €
Ecole des Parents et des Educateurs (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Comité Départemental de Tennis de Table	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €

(Association)			
Métallo Sport (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
District de Loire-Atlantique de Football (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Association d'Aide à Domicile pour Tous (ADT) (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	1 689 €
Association Sainte Famille de Grillaud (Association)	Emplois d'avenir Année 2 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Les Tigres Clos Torreau Rugby XIII (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Stade Nantais Rugby (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Sporting Club de Nantes (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Fondation Apprentis d'Auteuil (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Don Bosco Football Nantes (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
ADELIS (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Compostri (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Tissé Métisse (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	1 971 €
Volley Ball Nantes (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Handisup (Association)	Emplois d'avenir Année 2 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Collectif Emergence (Association)	Emploi d'avenir Année 2	Fonctionnement	2 463 €
Badauds Associés (Les) (Association)	Emplois d'avenir Année 2 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Les Francas de Loire Atlantique (Association)	Emplois d'avenir Année 2 (2 postes)	Fonctionnement	4 926 €
Jeunesse Sportive et Culturelle de	Emplois d'avenir Année 2 (3 postes)	Fonctionnement	5 490 €

Bellevue (JSCB) (Association)			
Les Ateliers de Mélanie (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
Association Sacrebleu (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
Soleil Rom (Association)	Emplois solidaires (2 postes)	Fonctionnement	2 814 €
Handisup (Association)	Emploi solidaire	Fonctionnement	1 407 €
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE			
Centre Interculturel de Documentation-CID (Association)	Financement d'une formation au niveau régional « Laïcité et égalité »	Fonctionnement	7 500 €
Les Boîtes Vertes (Association)	Soutien à la mise en œuvre de l'application Baludik-O-Derv'	Fonctionnement	5 000 €
Agir Pour l'Intégration Bancaire-APIB (Association)	Accompagnement des clients vulnérables de la Banque postale sur le quartier de Malakoff <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	1 350 €
ENVIRONNEMENT			
Association Grain de pollen (Association)	Soutien à la mise en place d'ateliers "grand public" pour la maîtrise de l'énergie	Fonctionnement	3 500 €
Chambre Départementale d'Agriculture (Etablissement public) <i>Confer avenant joint</i>	Soutien complémentaire au programme de valorisation des friches, l'accueil et l'accompagnement des porteurs de projet, et le soutien à la vente directe	Fonctionnement	2 975 €
		OP 2013-2332-AP001	8 750 €
SCIC Nantes Nord (SCIC)	Soutien au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
AMENAGEMENTS ET SOLIDARITES			
ADGVC 44 (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	5 000 €
Urban Balkan Project (Association)	Soutien à la Projection du film « Santier în Lucru » le 6 novembre 2014 à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes	Fonctionnement	170 €

AFFAIRES GENERALES			
Association pour le Don du Sang Bénévole du Personnel de la Mairie et de Nantes Métropole – ADSBPMNM (Association)	Aide au fonctionnement général	Fonctionnement	400 €
HABITAT			
Mme M. DELAGE <i>Confer convention jointe</i>	Soutien à la réhabilitation du parc OPAH-PIG	OP 2014-3259 AP 002	183 974 €
	Soutien à la réhabilitation du parc ANAH	OP 2014-509 AP 002	34 523 €
SOLIDARITES ET COOPERATIONS INTERNATIONALES			
Compostri (Association)	Soutien au programme d'actions Kindia <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	10 000 €

Budget annexe Eau :

Désignation de l'organisme	Objet de la subvention demandée	N° OP	Montant proposé
COOPERATION DECENTRALISEE			
Ville de Couëron (Collectivité locale)	Soutien au programme de coopération Zorgh'Eau II entre Couëron, Bousbecque, Verrières-le-Buisson et Zorgho (Burkina Faso) <i>Confer convention jointe</i>	Fonctionnement	36 660 €

Budget annexe Déchets :

Désignation de l'organisme	Objet de la subvention demandée	N° OP	Montant proposé
Compostri (Association)	Soutien complémentaire pour la signalétique des pavillons <i>Confer convention jointe</i>	OP 2014-1043 - AP042	5 000 €

Récup'Halvêque (Association) <i>Confer convention jointe</i>	Soutien au réemploi des encombrants dans le quartier Halvêque de la politique déchets	Fonctionnement	5 000 €
	Fonds de soutien aux « habitants et cadre de vie »		5 000 €
CCI Nantes-Saint-Nazaire (Etablissement public)	Soutien à l'opération « Entreprises, réduisez vos déchets, réduisez vos dépenses » <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	53 750 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Loire Atlantique (Etablissement public)	Soutien à l'opération « Entreprises, réduisez vos déchets, réduisez vos dépenses » <i>Confer avenant joint</i>	Fonctionnement	8 750 €

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

Pour les subventions attribuées à l'Association Centre de Communication de l'Ouest : M. ALLARD et M. BOLO NE PRENNENT PAS PART AU VOTE,

Pour la subvention attribuée à l'Association BGE Atlantique Vendée : M. DUCLOS et MME GESSANT NE PRENNENT PAS PART AU VOTE,

Pour la subvention attribuée à l'Association Audencia Group : M. BOLO NE PREND PAS PART AU VOTE

1. Approuve les attributions de subventions selon les listes définies dans l'exposé.
2. Approuve les conventions et avenants correspondants ci-joints.
 - e. Ilink association : 1 avenant
 - f. Atlantic 2.0 : 1 convention
 - g. IRT Jules Verne : 1 convention
 - h. Ecole Centrale de Nantes : 1 convention
 - i. MSH Ange Guépin : 1 convention
 - j. INRA : 1 convention
 - k. Association de Droit rural de Loire Atlantique : 1 convention
 - l. CCO : 2 conventions
 - m. Comité d'organisation championnat du Monde Handball : 1 convention
 - n. Réseau Entreprendre Atlantique : 1 convention
 - o. Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Loire Atlantique : 2 conventions
 - p. Association Communauté MS : 1 convention
 - q. GDG Nantes : 1 convention
 - r. JCE Nantes Métropole Sud Loire : 1 avenant
 - s. BGE Atlantique Vendée : 1 avenant
 - t. Saint Benoit Labre : 1 convention
 - u. Homme Debout : 1 avenant
 - v. ATAO : 1 avenant
 - w. CRESS : 1 convention
 - x. Chambre départementale d'agriculture : 1 convention
 - y. APIB : 1 convention
 - z. Mme M. DELAGE : 1 convention
 - aa. Compostri : 2 conventions
 - bb. Ville de Couëron : 1 convention
 - cc. Récup'Halvêque : 1 convention
 - dd. CCI : 1 avenant

3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à la signature des conventions et avenants.

Direction de l'Immobilier

20 - NANTES - TRAVAUX DE DECONSTRUCTION DES ANCIENS ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DES ABATTOIRS DE NANTES BOULEVARD SCHOELCHER A REZE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - LANCEMENT D'UN MARCHÉ SUBSÉQUENT

EXPOSE

Nantes Métropole est propriétaire d'une parcelle cadastrée AL 140. Les entrepôts frigorifiques (7 260 m² de surface plancher) des anciens abattoirs de la Ville de Nantes présents sur ce site sont à l'abandon depuis plusieurs années. Des squats, des récupérations de métaux et des incendies ont eu lieu ces dernières années, endommageant fortement leur structure qui menace de s'effondrer. Une déconstruction complète s'avère nécessaire pour des raisons de sécurité.

Le programme de cette opération comprend :

- la sécurisation du site avant et après déconstruction,
- les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- les diagnostics divers avant et pendant les travaux de déconstruction,
- les travaux de déconstruction.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération s'élève à 366 666 € HT, soit 440 000 € TTC. Le maître d'œuvre de l'opération, la société AD INGE, ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

La nature homogène des travaux envisagés justifie le recours à un marché global.

Le coût estimatif des travaux est fixé à 290 000 € HT, soit 348 000 € TTC.

La réalisation de ces travaux donnera lieu à une remise en concurrence de l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre multi-attributaire relatif aux « travaux de déconstruction sur les propriétés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole Communauté Urbaine ».

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°2014/039 et libellé Patrimoine Immobilier, opération 2014-3163, « Travaux en copropriété et mise en sécurité ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Approuve le programme de l'opération travaux de déconstruction des anciens entrepôts frigorifiques des abattoirs de Nantes boulevard Schoëlcher à Rezé.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 366 666 € HT soit 440 000 € TTC.
3. Autorise le lancement d'un marché subséquent au sein de l'accord-cadre multi-attributaire relatif aux « travaux de déconstruction sur les propriétés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole Communauté Urbaine ».
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer, le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Immobilier

21 – SAINT-HERBLAIN – 1, RUE FRANKLIN - ACQUISITION AUPRÈS DE LA SAS LOIRE-ATLANTIQUE TERTIAIRE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER À USAGE D'ARCHIVAGE, BUREAUX ET STATIONNEMENTS ASSOCIES

EXPOSE

Afin de faire face à la saturation des locaux destinés aux archives, Nantes Métropole a pris en location en juillet 2013 un ensemble immobilier situé rue Franklin, parc d'activités du Moulin Neuf à Saint-Herblain, constitué de 2 bâtiments à usage de bureaux et archivage pour environ 4 600 m² et 15 stationnements associés, cadastré BW 1207p.

Ces immeubles, propriété d'une filiale immobilière de la Société Générale, la SAS Loire-Atlantique Tertiaire, accueillent les activités de microfilmage et stockage des chèques émis de la banque et présentent donc les caractéristiques techniques de locaux dédiés à de l'archivage (32 kilomètres de rayonnement sur 2 niveaux avec monte charge/ascenseur, climatisation avec contrôle d'hygrométrie, présence de sprinklers).

Outre cette spécificité particulièrement adaptée à l'activité d'archivages souhaitée par la collectivité, les locaux disposent également de bureaux, permettant d'accueillir sur place une activité administrative d'accompagnement. L'ensemble des locaux est en très bon état, le bailleur ayant réalisé des travaux importants avant l'entrée dans les lieux de Nantes Métropole : réalisation d'aménagements extérieurs pour la desserte du bâtiment, création d'un seuil et d'une porte automatique pour les livraisons, hall d'entrée et issue de secours, réfection des sols et murs, révision des installations électriques et techniques. Il s'agit donc de locaux de bonne qualité susceptibles d'être réemployés. Enfin, l'ensemble immobilier présente un aspect extérieur de qualité, dans un environnement arboré, au sein d'un parc d'activités. Il a en outre été conçu de façon à être facilement transformé entièrement en immeuble de bureaux, ce qui lui donne un bon potentiel de revente.

Le bail de 6 ans ferme contient notamment une clause de pacte de préférence si le propriétaire décide de vendre pendant le bail. Cette clause a été mise en œuvre en mai 2014 par la SAS Loire-Atlantique Tertiaire et la vente a donc été proposée par priorité à Nantes Métropole au prix de 4 602 050 € H.T, soit 5 522 460 € TTC, les modalités de calcul du prix ayant été définies par avance dans le bail et étant par ailleurs conformes au prix du marché.

Compte tenu du montant des loyers annuels (405 000 € H.T + provision pour charges de 21 000 € H.T), et de la spécificité des immeubles, l'acquisition est apparue pertinente avec un amortissement à moins de 12 ans. Elle est assortie par ailleurs de servitudes de passage piétons et véhicules au profit de Nantes Métropole sur la propriété conservée par le vendeur. France Domaine a régulièrement été consulté par courrier du 7 octobre 2014.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'acquérir auprès de la SAS Loire-Atlantique Tertiaire l'ensemble immobilier situé à Saint-Herblain, 1, rue Franklin, au prix TTC de 5 522 460 €, frais de notaire en sus. La régularisation interviendra par acte notarié aux frais de Nantes Métropole.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

22 – SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT – FINANCEMENT DE L'OPERATION DE LA ZAC BOULEVARD DE LA BAULE A SAINT-HERBLAIN - EMPRUNT AUPRÈS DE LA BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES – GARANTIE PARTIELLE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Concession d'Aménagement de la ZAC Boulevard de la Baule, confiée à Loire Océan Métropole Aménagement, a pour objet d'aménager et de développer, le Boulevard de la Baule et ses franges non urbanisées, en un projet en faveur de l'emploi et du développement économique en requalifiant cette voie structurante. Un programme prévisionnel prévoit environ 114 000 m² de surface plancher pour le développement du pôle santé, pour des services à la personne, pour accueillir des logements collectifs et intermédiaires dans la continuité des zones résidentielles existantes, pour compléter les activités tertiaires de cette partie ouest de l'agglomération et pour développer des espaces verts le long des cheminements doux créés.

Le budget prévisionnel d'opération annexé au traité de concession était de 25 539 000 € HT et présentait un équilibre sans participation financière du concédant.

Les évolutions du programme ont entraîné une modification du coût de l'opération qui implique une participation du concédant Nantes Métropole à hauteur de 3 500 000 €.

Les demandes supplémentaires concernent notamment les travaux pour le passage du Chronobus, le déplacement du feeder (conduite d'eau) et l'installation de 50 conteneurs enterrés.

L'apport en nature de Nantes Métropole de l'ensemble du foncier permet de limiter le besoin de trésorerie.

Loire Océan Métropole Aménagement a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un découvert court terme à hauteur de 1 200 000 K€ qui permet de couvrir une partie des besoins de trésorerie jusqu'à fin 2014.

Afin de financer les frais d'études et les travaux de la tranche centrale, la Banque Postale Crédit Entreprises propose une offre de financement à hauteur de 3 500 000 € aux conditions suivantes :

Durée maximum	6 ans et 1 mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du prêt
Phase de mobilisation	
<ul style="list-style-type: none">• Durée	Du 31/12/2014 au 31/12/2016, soit 24 mois
<ul style="list-style-type: none">• Versements des fonds	Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur (Tirage minimum 15 000 €).
<ul style="list-style-type: none">• Taux d'intérêt annuel	EONIA post-fixé + 1,61% Date de constatation : Index publié chaque jour de la période d'intérêts
<ul style="list-style-type: none">• Base de calcul	Nombre exact de jours d'utilisation des fonds sur la base d'une année de 360 jours
<ul style="list-style-type: none">• Paiements des intérêts	Mensuel
<ul style="list-style-type: none">• Remboursement anticipé	Pas de remboursement anticipé durant la phase de mobilisation
<ul style="list-style-type: none">• Commission de non utilisation	0.17%

<p>Tranche obligatoire à Taux Fixe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Durée • Montant • Taux d'intérêt annuel • Base de calcul • Périodicité des échéances • Remboursement anticipé • Commission de dédit 	<p>Du 31/12/2016 au 15/01/2021, soit 4 ans</p> <p>La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 31/12/2016 dans la limite du montant du prêt, sauf dans le(s) cas suivant(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ L'Emprunteur a renoncé expressément avant le 31/12/2016 à la mise en place par arbitrage automatique moyennant le paiement d'une commission de dédit ⇒ Ajustement du montant par le Prêteur aux besoins réels de l'Emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs. A défaut d'arbitrage automatique, le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase mobilisation constaté à la fin de la Phase de mobilisation <p>Taux fixe de 2,15%</p> <p>Date de constatation : Index publié chaque jour de la période d'intérêts</p> <p>Mois forfaitaire de 30 jours sur une année de 360 jours</p> <p>annuelle</p> <p>Possible à chaque date d'échéance pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle (Préavis : 50 jours calendaires)</p> <p>Indemnité actuarielle</p>
---	--

Ce concours est conditionné par l'octroi de la garantie de Nantes Métropole à hauteur de 80%.

Ainsi, il est demandé au Bureau de se prononcer sur la mise en place d'une garantie d'emprunt par Nantes Métropole à Loire Océan Métropole Aménagement à hauteur de 80% des 3 500 000 € empruntés auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises.

Par ailleurs, au cas où Loire Océan Métropole Aménagement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues, Nantes Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Banque Postale Crédit Entreprises, sans bénéfice de discussion.

Au regard de ce qui précède ;

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n°LBP-00000350 en annexe signé entre Loire Océan Métropole Aménagement et la Banque Postale Crédit Entreprises le 4 novembre 2014;

Vu l'ensemble des articles L.300-1 et suivants du Code de l'urbanisme, notamment l'article L.300-5, et l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la Communauté Urbaine Nantes Métropole du 25 janvier 2013 approuvant le dossier de création de l'opération ;

Vu la délibération de la Communauté Urbaine Nantes Métropole du 25 janvier 2013 désignant Loire Océan Métropole Aménagement comme aménageur de l'opération ;

Vu la Convention signée le 5 mars 2013 et notifiée au concessionnaire le 4 avril 2013 ;

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,
M. BUREAU, M. BOLO, M. PRAS, M. ALLARD ET M. COUTURIER
NE PRENNENT PAS PART AU VOTE,**

1.

1.1 - Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à Loire Océan Métropole Aménagement pour le prêt de 3 500 000 € contracté auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises et dont les caractéristiques financières sont présentées ci-dessus, en vue du financement de la ZAC Boulevard de la Baule, en renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80% (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat de prêt N° LBP-00000350 contracté par l'Emprunteur auprès du Bénéficiaire.

1.2 - Déclare que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque

1.3 - Le garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1.1, et 1.4 du présent délibéré.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

1.4 - En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

1.5 - La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

1.6 - Le garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.5211-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

2. Considérant la convention d'aménagement signée entre le Concessionnaire et le Concédant, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que le Concédant accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions fixés ci-dessous, le concédant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Contrat de prêt n'est pas soldé.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Banque Postale Crédit Entreprises d'une part et la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement d'autre part et à signer l'acte de cautionnement au profit de la Banque Postale Crédit Entreprise.
4. Approuve la convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement et consultable à la direction contrôle de gestion.
5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

23 – SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT – FINANCEMENT DE L'OPERATION DE LA ZAC MOULIN BOISSEAU A CARQUEFOU - EMPRUNT AUPRÈS DE ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS – GARANTIE PARTIELLE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Concession d'Aménagement de la ZAC Moulin Boisseau, confiée à Loire Océan Métropole Aménagement, a pour objet d'aménager le site du Moulin Boisseau à Carquefou qui est constitué par l'ancienne plateforme logistique du Groupe Système U et s'étend sur environ 11 ha. C'est un site désaffecté situé à proximité du centre-ville de Carquefou, identifié comme mutable dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carquefou. Le secteur du Moulin Boisseau présente les atouts nécessaires pour accueillir un quartier mixte habitat/tertiaire/commerces/activités de loisirs dans un objectif de développement urbain durable.

Le budget prévisionnel d'opération est de 18 379 000 € HT, et présente un équilibre sans participation financière du concédant.

Au regard des caractéristiques de cette opération d'aménagement, phasage et durée (Long Terme), il paraît judicieux de mettre en place un financement adapté aux besoins de trésorerie des 5 premières années de l'opération, correspondant à la réalisation de l'ensemble des études, et à la réalisation de la première tranche (acquisition foncière, travaux, cessions).

A partir de 2017, au lancement de la seconde phase, il est prévu la mise en place d'un nouveau financement.

ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels propose une offre de financement à hauteur de 4 500 000 € aux conditions suivantes :

Durée maximum	5 ans
Taux d'Intérêt	Euribor 3 mois + 1,50% l'an Base de calcul : Exacte/360
Versements des fonds	Sous 12 mois à compter de la date d'émission
Amortissement	Amortissement linéaire dont 3 ans de différé en capital
Périodicité	Trimestrielle
Base de calcul	Exacte/360
Remboursement anticipé	Remboursement total ou partiel possible avec un préavis d'un mois à chaque date d'échéance, sans frais ni pénalités
Garantie avant versement	Cautionnements sans bénéfice de discussion de la Communauté Urbaine de Nantes à hauteur de 80%, des sommes dues en principal au titre du Prêt, augmentés dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires au titre du Prêt
Frais de dossier	0,20 % du montant

Ce concours est conditionné par l'octroi de la garantie de Nantes Métropole à hauteur de 80%.

Ainsi, il est demandé au Bureau de se prononcer sur la mise en place d'une garantie d'emprunt par Nantes Métropole à Loire Océan Métropole Aménagement à hauteur de 80% des 4 500 000 € empruntés auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Par ailleurs, au cas où Loire Océan Métropole Aménagement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues, Nantes Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, sans bénéfice de discussion.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,
M. BUREAU, M. BOLO, M. PRAS, M. ALLARD ET M. COUTURIER
NE PRENNENT PAS PART AU VOTE,**

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à Loire Océan Métropole Aménagement pour le prêt de 4 500 000 € contracté auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et dont les caractéristiques financières sont présentées ci-dessus, en vue du financement de la ZAC Moulin Boisseau.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels d'une part et la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement d'autre part et à signer l'acte de cautionnement au profit de ARKEA Banque Entreprise et Institutionnels.
3. Approuve la convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement et consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction contrôle de gestion

**24 - ECOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX ARTS DE NANTES MÉTROPOLE – OPÉRATION DE
CONSTRUCTION DE NOUVEAUX LOCAUX SUR L'ILE DE NANTES – EMPRUNTS AUPRÈS
D'ORGANISMES FINANCIERS – MODIFICATION DE GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE**

EXPOSE

Par délibérations du bureau communautaire du 4 juillet 2011 et du conseil communautaire du 9 décembre 2011, Nantes Métropole a accordé sa garantie d'emprunt à hauteur de 100% à l'Ecole Supérieure des Beaux Arts de Nantes Métropole (ESBANM) pour un prêt CDC de 11 630 000 € et pour un prêt auprès du Crédit Foncier de 12 000 000 €. Ces prêts sont destinés à financer l'opération de construction de la nouvelle école sur l'Ile de Nantes.

Le projet de construction de l'ESBANM, après réhabilitation et réaménagement des halles Alstom, permettra d'apporter une fonction stratégique essentielle au Quartier de la Création, et de mutualiser les moyens avec d'autres entités, notamment l'Université. Il permettra également d'accompagner la mutation institutionnelle de l'établissement, l'accroissement à terme des effectifs, et d'adapter des locaux, aujourd'hui vétustes et répartis sur deux sites, à ces nouveaux besoins.

Or, compte tenu du retard pris dans la réalisation des travaux, la livraison du bâtiment est prévue en 2017 et les durées de mobilisation des deux emprunts doivent être prolongées selon les modalités suivantes :

- emprunt Caisse des Dépôts et Consignations : prolongation de 2 ans de la phase de mobilisation de l'intégralité de l'emprunt initial, sans frais de réaménagement. La date ultime de mobilisation est donc le 27/01/2017.
- emprunt Crédit Foncier : prolongation d'un an de la phase de mobilisation de 6 000 000€ maximum de l'emprunt initial. La date ultime de mobilisation est donc le 31/12/2015. Les frais de réaménagement s'élève à 15 000 €.

Sont indiquées ci-après les conditions financières des emprunts tels qu'indiquées dans les contrats de prêt signés qui conservent leur plein effet ; étant entendu qu'elles ont quelque peu évoluées par rapport aux délibérations d'origine qui avaient été approuvées au stade des offres de prêts lors desquelles les conditions étaient plus larges :

	Caisse des Dépôts et Consignations	Crédit Foncier
Montant du prêt	11 630 000 €	12 000 000 €
Durée de préfinancement	3 ans maximum <u>modifiée à 5 ans maximum</u>	38 mois <u>modifiée à 50 mois</u>
Durée d'amortissement	20 ans	20 ans maximum
Profil d'amortissement	Au choix de l'emprunteur progressif ou constant	A définir au moment de la consolidation
Périodicité de remboursement	Au choix de l'emprunteur : trimestrielle, semestrielle, ou annuelle	Au choix de l'emprunteur : trimestrielle, semestrielle, ou annuelle
Taux d'intérêt en période de préfinancement	Index LA révisable à chaque échéance en fonction de la variation du LA + 100 pdb	Tibeur 3 mois + marge 1,33%
Taux d'intérêt en période d'amortissement	Au choix de l'emprunteur : - Index LA révisable à chaque échéance en fonction de la variation du LA + 100 pdb ou - Taux fixe actuariellement neutre au taux LA + 105 pdb	Tibeur 3 mois + marge 1,43%/ an Ou Tibeur 6 ou 12 mois + marge 1,33%/an
Renouvellement de la garantie d'emprunt par Nantes Métropole	En cas de bascule par l'(ESBANM du taux d'intérêt indexé sur le livret A vers le taux fixe en phase d'amortissement	Sans objet

Etant entendu que les garanties accordées par Nantes Métropole couvrent la durée totale de chaque contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de chacun et portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'ESBANM dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC ou du Crédit Foncier, Nantes Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'ESBANM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu les délibérations de garantie d'emprunt du bureau communautaire du 4 juillet 2011 et du conseil communautaire du 9 décembre 2011,

Vu le contrat de prêt signé avec la CDC le 27 janvier 2012

Vu le contrat de prêt signé avec le Crédit Foncier le 2 décembre 2011

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Réitère ses garanties dans les conditions rappelées ci-dessus pour le remboursement du prêt contracté par l'ESBANM auprès de la CDC et qui comporte une durée de préfinancement de 5 ans et du prêt contracté par l'ESBANM auprès du Crédit Foncier et qui comporte une durée de préfinancement de 50 mois.

2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir aux avenants aux contrats de prêts destinés à financer l'opération de construction de la nouvelle école sur l'Île de Nantes. Ces avenants seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et l'École Supérieure des Beaux Arts d'autre part et le Crédit Foncier d'une part et l'École Supérieure des Beaux Arts d'autre part pour tenir compte des nouvelles caractéristiques financières présentées ci-dessus.
3. Approuve les deux avenants aux conventions de garantie d'emprunt à conclure avec l'École Supérieure des Beaux Arts consultables à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les avenants aux conventions.

Direction contrôle de gestion

25 – SAEM LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT – FINANCEMENT DE L'OPERATION DE LA ZAC MULTI SITES CROIX ROUGE/MOULIN CASSE SUR LES COMMUNES DE BOUGUENAIS ET SAINT AIGNAN DE GRAND LIEU - EMPRUNT AUPRÈS DE LA BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES – GARANTIE PARTIELLE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La concession d'aménagement de la ZAC Multi sites Croix Rouge/Moulin Cassé, confiée à Loire Océan Développement, a pour objet la réalisation d'une opération de développement économique sur une superficie d'environ 64 hectares. Située de part et d'autre du périphérique sur les communes de Bouguenais et Saint Aignan de Grand Lieu, cette opération doit permettre l'accueil d'entreprises liées principalement aux filières aéronautiques et matériaux composites. Les secteurs de Croix Rouge et Moulin Cassé ont été retenus en vue d'y réaliser un parc d'activité dédié à ces filières, dont deux éléments de l'IRT.

L'actualisation du bilan financier prévisionnel a été effectuée à l'occasion de l'établissement du Compte Rendu Annuel à la Collectivité approuvé par le Conseil communautaire du 27 juin 2014. Le coût prévisionnel global de cette opération s'élève à 18,8 M€ HT.

Pour réaliser cette opération, il est nécessaire de compléter le mode de financement de l'opération qui arrive à son échéance.

Il s'agit entre autres de financer le portage des acquisitions, des frais d'études et des travaux avant d'obtenir les recettes de cession.

Le besoin de trésorerie est estimé à 11 M€ sur une période de 5 ans. Une consultation a été lancée pour solliciter la mobilisation d'un financement à hauteur de 11 M€.

Suite à cette consultation, Loire Océan Développement a contracté auprès du Crédit Agricole, courant octobre 2014, une ligne de trésorerie à hauteur de 4 000 000 € qui permettra de couvrir une partie du besoin de trésorerie jusqu'à fin 2015.

Par ailleurs, la Banque Postale Crédit Entreprises propose une offre de prêt moyen terme à hauteur de 7 000 000 € aux conditions suivantes :

Durée maximum	3 ans et 11 mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du prêt
Phase de mobilisation <ul style="list-style-type: none"> • Durée • Versements des fonds • Taux d'intérêt annuel • Base de calcul • Paiements des intérêts • Remboursement anticipé • Commission de non utilisation 	<p>Du 15/12/2014 au 15/11/2016</p> <p>Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur (Tirage minimum 15 000 €).</p> <p>EONIA post-fixé + 1,61% Date de constatation : Index publié chaque jour de la période d'intérêts</p> <p>Nombre exact de jours d'utilisation des fonds sur la base d'une année de 360 jours</p> <p>Mensuel</p> <p>Pas de remboursement anticipé durant la phase de mobilisation</p> <p>0,17%</p>
Tranche obligatoire à Taux Fixe <ul style="list-style-type: none"> • Durée • Montant • Taux d'intérêt annuel • Base de calcul • Périodicité des échéances • Remboursement anticipé • Commission de dédit 	<p>Du 15/11/2016 au 15/11/2018, soit 2 ans</p> <p>La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 15/11/2016 dans la limite du montant du prêt, sauf dans le(s) cas suivant(s) ⇒ L'Emprunteur a renoncé expressément avant le 15/11/2016 à la mise en place par arbitrage automatique moyennant le paiement d'une commission de dédit ⇒ Ajustement du montant par le Prêteur aux besoins réels de l'Emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs. A défaut d'arbitrage automatique, le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase mobilisation constaté à la fin de la Phase de mobilisation</p> <p>Taux fixe de 1,87% Date de constatation : Index publié chaque jour de la période d'intérêts</p> <p>Mois forfaitaire de 30 jours sur une année de 360 jours</p> <p>Mensuelle</p> <p>Possible à chaque date d'échéance pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle (Préavis : 50 jours calendaires)</p> <p>Indemnité actuarielle</p>

Ce concours est conditionné par l'octroi de la garantie de Nantes Métropole à hauteur de 80%.

Ainsi, il est demandé au Bureau de se prononcer sur la mise en place d'une garantie d'emprunt par Nantes Métropole à Loire Océan Développement à hauteur de 80% des 7 000 000 € empruntés auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises.

Par ailleurs, au cas où Loire Océan Développement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues, Nantes Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Banque Postale Crédit Entreprises, sans bénéfice de discussion.

Au regard de ce qui précède ;

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n° LBP-00000337 en annexe signé entre Loire Océan Développement et la Banque Postale Crédit Entreprises le 21 octobre 2014 ;

Vu l'ensemble des articles L.300-1 et suivants du Code de l'urbanisme, notamment l'article L.300-5, et l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la Communauté Urbaine Nantes Métropole du 26 octobre 2007 approuvant le dossier de création de l'opération ;

Vu la délibération de la Communauté Urbaine Nantes Métropole du 12 décembre 2008 désignant Loire Océan Développement comme aménageur de l'opération ;

Vu la Convention signée le 10 février 2009 et notifiée au concessionnaire le 27 février 2009 ;

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1.

1.1 - Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à Loire Océan Développement pour le prêt de 7 000 000 € contracté auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises et dont les caractéristiques financières sont présentées ci-dessus, en renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80% (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat de prêt N° LBP-00000337 contracté par l'Emprunteur auprès du Bénéficiaire.

1.2 - Déclare que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque

1.3 - Le garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1.1, et 1.4 du présent délibéré.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

1.4 - En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

1.5 - La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

- 1.6 - Le garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.5211-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.
2. Considérant la convention d'aménagement signée entre le Concessionnaire et le Concédant, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que le Concédant accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions fixés ci-dessous, le concédant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Contrat de prêt n'est pas soldé.
 3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Banque Postale Crédit Entreprises d'une part et la SEM Loire Océan Développement d'autre part et à signer l'acte de cautionnement au profit de la Banque Postale Crédit Entreprise.
 4. Approuve la convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SEM Loire Océan Développement et consultable à la direction contrôle de gestion.
 5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction contrôle de gestion

26 – SAS ADEO BELLEVUE – PORTAGE IMMOBILIER D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX « LA STATION » A SAINT-HERBLAIN - EMPRUNT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE PARTIELLE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

Par délibération en date du 1^{er} mars 2012, le Conseil d'Administration de Loire Océan Développement a arrêté le projet de prise de participation de la SAEM dans la SAS ADEO Bellevue.

Il s'agit d'assurer entre autres le portage immobilier d'un immeuble de bureaux de 2 509 m² en lieu et place de l'ancienne station service, Rue de Saint-Nazaire à Saint-Herblain, aujourd'hui libre d'occupation et inclus dans l'opération d'aménagement et de renouvellement urbain du quartier de Bellevue.

Le coût prévisionnel global de construction de cet immeuble de bureaux dénommé « La Station » s'élève à 3 812 000 € HT.

Pour la réalisation de cette opération, une Société par Actions Simplifiée (SAS) a été constituée, à hauteur de 10 000 € de capital social, détenue à hauteur de 60% par la SAEM Loire Océan Développement et 40% par la Caisse des Dépôts et Consignations. Par ailleurs, les associés apportent en fonds propres dans le cadre d'avance d'associés la somme de 690 000 € pour l'acquisition en VEFA de cet immeuble.

La SAS ADEO Bellevue assure la propriété, la gestion et l'exploitation de cet immeuble situé dans le périmètre de l'ANRU Bellevue.

Ce projet sera financé à hauteur de 3 112 000 € par deux établissements bancaires (Caisse des Dépôts et Consignations et Crédit Agricole) distincts à hauteur approximativement de 50% chacun. Seul, l'emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations nécessite une garantie par Nantes Métropole.

La Caisse des Dépôts et Consignations propose, pour l'opération située en secteur ANRU, un emprunt, au taux bonifié indexé sur l'inflation dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Caractéristique	PRUAM ³
Montant	1 556 000 €
Durée de la période	TRIMESTRIELLE
Durée	20 ans, soit 80 trimestres
Index (*)	Inflation
Marge fixe sur index	1,1 %
Taux d'Intérêt	Taux de l'Inflation en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,1% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index Inflation sans que le taux puisse être inférieur à 0%</i>
Périodicité	Trimestrielle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i>
Modalité de révision	Double révisabilité DR
Taux de progressivité des échéances	De -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt au cas de variation de l'index Inflation) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation de l'index Inflation</i>
<p><i>(*) L'index Inflation désigne le taux, exprimé sous forme de taux annuel, correspondant à l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE et publié au Journal Officiel. L'index Inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux de Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux du Livret A.</i></p> <p><i>Durant la phase d'amortissement, l'Emprunteur aura la faculté de demander, à une seule reprise et à titre définitif, la substitution de l'index Inflation par l'index Livret A, augmenté d'une marge de 0.60%</i> <i>S'il exerce cette faculté, le taux d'intérêt actuariel annuel relatif au nouvel index sera le suivant : Taux du Livret A en vigueur à la date de substitution du taux + 0,60%</i></p>	

Néanmoins, la condition d'obtention de ce prêt PRU révisable sur l'inflation est l'obtention d'une garantie d'emprunt à hauteur de 50%, mise en œuvre par Nantes Métropole, soit une garantie à hauteur de 778 000 euros.

A titre d'information, l'autre partie de ce prêt PRU fait l'objet d'une caution auprès du Crédit Coopératif à hauteur de 50 % soit une caution à hauteur de 778 000 euros.

Aussi, il est demandé de délibérer favorablement à la mise en place d'une garantie d'emprunt par Nantes Métropole à la SAS ADEO Bellevue à hauteur de 778 000 euros.

La garantie de Nantes Métropole vaut pour toute la durée du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Nantes Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SAS ADEO Bellevue pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Au regard de ce qui précède,

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 50% à la SAS ADEO Bellevue pour le prêt de 1 556 000 €, contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et dont les caractéristiques financières sont présentées dans l'exposé, en vue du financement de l'opération de construction en VEFA de l'immeuble tertiaire « La Station » situé rue de Saint Nazaire à Saint-Herblain.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la SAS ADEO Bellevue d'autre part pour le financement de l'opération de construction en VEFA de l'immeuble tertiaire « La Station ».
3. Approuve la convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SAS ADEO Bellevue et consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction contrôle de gestion

27 – SA D'HLM AIGUILLON CONSTRUCTION – OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION ET D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant chaque garantie d'emprunts relatifs au financement des deux programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux – Ilot E Le Delta au Pellerin

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	273 860 €	12715	100%
PLUS Foncier		88 170 €		
PLAI		170 910 €		
PLAI Foncier		61 400 €		

Programme n°2 : Construction d'une résidence de 11 logements locatifs sociaux – Foyer Soleil Jeunes Travailleurs à Rezé

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLAI	CDC	278 000 €	14741	100%
PLAI Foncier		78 000 €		

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM Aiguillon Construction l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Sur le programme n°1 : opération « Ilot E Le Delta » au Pellerin

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction pour le remboursement des prêts référencés au contrat 12715 relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux, dénommée « Ilot E Le Delta » sur la commune du Pellerin, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : opération « Foyer Soleil Jeunes Travailleurs » à Rezé

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction pour le remboursement des prêts référencés au contrat 14741 relatif à l'opération de construction d'une résidence de 11 logements locatifs sociaux, dénommée « Foyer Soleil Jeunes Travailleurs » sur la commune de Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ; libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges.

4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction consultables à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

28 – SA HLM LA NANTAISE D'HABITATIONS – OPÉRATIONS D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'emprunts relatifs au financement des opérations suivantes :

- Acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux – Villa Marquise à Carquefou
- Acquisition en VEFA de 10 logements locatifs sociaux – Etoile du Sud à Sautron
- Acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux – Le Keraban à Sautron
- Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux – Les Belles Demeures à Basse-Goulaine

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

De plus, pour les opérations suivantes qui ont fait l'objet de garanties d'emprunts approuvées par délibérations n^{os} 2014-48 et 2014-82 aux bureaux communautaires des 23 mai 2014 et 4 juillet 2014, la Caisse des Dépôts et Consignations souhaite le rajout du terme « maximum » se rapportant aux durées de préfinancement définies dans les annexes aux délibérations précitées relatives aux caractéristiques financières de chaque prêt garanti :

- Acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux – Carré Saint-Vincent à Rezé
- Acquisition en VEFA de 31 logements locatifs sociaux – Jaguère à Rezé
- Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux – Cap Armor à Saint-Herblain
- Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux – Le Fairway 2 à Carquefou

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations pour les prêts dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destinés à financer :
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, dénommée « Villa Marquise » sur la commune de Carquefou,

- Une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements locatifs sociaux, dénommée « Etoile du Sud » sur la commune de Sautron,
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, dénommée « Le Keraban » sur la commune de Sautron,
 - Une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Belles Demeures » sur la commune de Basse-Goulaine,
2. Précise que les durées de préfinancement pour chaque prêt garanti aux bureaux communautaires des 23 mai 2014 et 4 juillet 2014 concernant les opérations suivantes :
- Acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, dénommée « Carré Saint-Vincent » sur la commune de Rezé,
 - Acquisition en VEFA de 31 logements locatifs sociaux, dénommée « Jaguère » sur la commune de Rezé,
 - Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, dénommée « Cap Armor » sur la commune de Saint-Herblain,
 - Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux, dénommée « Le Fairway 2 » sur la commune de Carquefou.
- sont des durées « maximum ».
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations d'autre part.
4. Approuve les conventions à conclure avec la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations consultables à la direction contrôle de gestion.
5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

29 - SA HLM ATLANTIQUE HABITATIONS - OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - EMPRUNTS AUPRÈS D'ORGANISMES FINANCIERS - GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant chaque garantie d'emprunts relatifs au financement des deux programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 9 logements locatifs sociaux - Les Hévées 1 à La Chapelle-sur-Erdre

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	454 654 €	13081	100%
PLUS Foncier		160 903 €		
PLAI		230 574 €		
PLAI Foncier		80 038 €		
	CIL	20 000 €	100859	100%

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux - Résidence Aurélia 2 - La Ferrière à Orvault

Banque	Montant emprunté	N° convention de prêt	Taux de couverture de la garantie

CIL	20 000 €	100935	100%
-----	----------	--------	------

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM Atlantique Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Sur le programme n°1 : opération « Les Hévées 1 » à La Chapelle-sur-Erdre

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 13081 et à la convention CIL 100859 relatifs à l'opération de construction de 9 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Hévées 1 » sur la commune de La Chapelle-sur-Erdre, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats et convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : opération « Résidence Aurélia 2 - La Ferrière » à Orvault

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement du prêt CIL relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux, dénommée « Résidence Aurélia 2 - La Ferrière » sur la commune d'Orvault, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ; libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations consultables à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

30 – OFFICE PUBLIC D’HLM HABITAT 44 – OPERATION DE CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – LE CHARBONNEAU 3 A CARQUEFOU - EMPRUNTS AUPRES D’ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

L’Office Public d’HLM Habitat 44 sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d’emprunts relatifs au financement du programme d’opération suivante :

Programme n°1 : Construction de 10 logements locatifs sociaux – Le Charbonneau 3 à Carquefou

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	415 019 €	15099	100%
PLUS Foncier		50 155 €		
PLAI		277 190 €		
PLAI Foncier		33 498 €		
	CIL	75 000 €	100571	100%

Le détail de l’opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d’un droit de réservation à hauteur de 20% qu’elle propose de déléguer à la commune d’implantation de l’immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d’informer la commune dès la livraison de l’immeuble.

Conformément à l’article R 431-59 du Code de la Construction et de l’Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et l’office fixe les conditions dans lesquelles s’exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d’avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l’article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat et la convention de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre l’Office Public d’HLM Habitat 44 l’emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L’UNANIMITE,

1. Sur le programme n°1 : opération « Le Charbonneau 3 » à Carquefou

Décide d’accorder sa garantie à hauteur de 100% à l’Office Public d’HLM Habitat 44 pour le remboursement des prêts référencés au contrat 15099 et à la convention CIL 100571 relatifs à l’opération de construction de 10 logements locatifs sociaux, dénommée « Le Charbonneau 3 » sur la commune de Carquefou, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats et convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. S’engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu’au complet remboursement de chacun. La garantie porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité ; libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges.

3. S’engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l’emprunteur pour son paiement, sur notification de l’impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

4. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec l'Office Public d'HLM Habitat 44 consultable à la direction contrôle de gestion.
5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

31 – SA D'HLM HARMONIE HABITAT – OPÉRATION D'ACQUISITION D'UN EHPAD COMPOSES DE 100 LITS – RESIDENCE EMILE GIBIER A ORVAULT – EMPRUNT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour la garantie d'un emprunt relatif au financement de l'opération d'acquisition d'un EHPAD composé de 100 lits – Résidence Emile Gibier à Orvault.

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentés en annexe.

Du fait de la garantie de l'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme Harmonie Habitat pour le prêt dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe jointe à la présente délibération, et destiné à financer l'opération suivante :
 - Une opération d'acquisition d'un EHPAD composé de 100 lits, dénommée « Résidence Emile Gibier » sur la commune d'Orvault.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations d'une part et la Société Anonyme Harmonie Habitat d'autre part.
3. Approuve la convention à conclure avec la Société Anonyme Harmonie Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

32 – SA HLM SAMO – OPERATION DE CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE DU PATUREAU A ORVAULT - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLÉ

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM SAMO sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'emprunts relatifs au financement du programme de l'opération suivante :

Programme n°1 : Construction de 30 logements locatifs sociaux – Résidence du Pâtureau à Orvault

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	1 801 261 €	15238	100%
PLAI		908 587 €		

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt référencé ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signé entre la SA D'HLM SAMO l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Sur le programme n°1 : opération « Résidence du Pâtureau » à Orvault

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement des prêts référencés au contrat 15238 relatifs à l'opération de construction de 30 logements locatifs sociaux, dénommée « Résidence le Pâtureau » sur la commune d'Orvault, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ; libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges.
3. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

4. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM SAMO consultable à la direction contrôle de gestion.
5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

33 - SOCIETE COOPERATIVE D'HLM CIF COOPERATIVE - OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS - GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant chaque garantie d'emprunts relatifs au financement des deux programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 6 logements locatifs sociaux – Résidence Jules Verne à Brains

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	270 565 €	14802	100%
PLUS Foncier		111 032 €		
PLAI		188 599 €		
PLAI Foncier		90 451 €		
	CIL	60 000 €	100868	100%

Programme n°2 : Construction de 11 logements locatifs sociaux – Camille Claudel à Rezé

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	467 857 €	14716	100%
PLUS Foncier		220 818 €		
PLAI		333 327 €		
PLAI Foncier		162 300 €		
	CIL	20 000 €	100891	100%

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et conventions de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Sur le programme n°1 : opération « Résidence Jules Verne » à Brains

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement des prêts référencés au contrat 14802 et à la convention CIL 100868 relatifs à l'opération de construction de 6 logements locatifs sociaux, dénommée « Résidence Jules Verne » sur la commune de Brains, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats et convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : opération « Camille Claudel » à Rezé

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement des prêts référencés au contrat 14716 et à la convention CIL 100891 relatifs à l'opération de construction de 11 logements locatifs sociaux, dénommée « Camille Claudel » sur la commune de Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats et convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ; libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative consultables à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Mme Michèle GRESSUS

Les délibérations, annexes et dossiers s'y rapportant sont consultables dans les Services de Nantes Métropole (02.40.99.48.48)

Nantes le : 05 décembre 2014
Affiché le : 05 décembre 2014